

Les priorités de la présidence française de l'Union européenne

Après des mois de spéculation, le Président Macron a dévoilé, jeudi 9 décembre, les grands axes de la présidence française du Conseil de l'Union européenne (PFUE) qui se tiendra entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2022. **Le programme¹ définitif a été publié le premier weekend de janvier sur le site officiel de la PFUE.**

Chaque présidence du Conseil de l'Union européenne (UE) est censée être un moment fort pour l'État membre qui en a la charge : c'est l'occasion de mettre à l'agenda européen, le temps d'un semestre, ses propres priorités, ainsi que de faire progresser les négociations européennes en cours. **Dans le cas français, le programme de la PFUE est très ambitieux** : la France a prévu un sommet UE-Union africaine (17-18 février), un sommet social qui réunira le Parlement européen, la Commission européenne et le Conseil de l'UE (23 mars), un sommet pour initier un débat sur un nouveau modèle européen de croissance (10-11 mars) et une conférence entre l'UE et les Balkans occidentaux (en juin). Plus de vingt réunions ministérielles informelles sont également prévues dans différentes villes de France, dont une sur la défense à Brest les 12 et 13 janvier, ainsi qu'au moins 50 conseils formels (à Bruxelles et au Luxembourg). Il semblerait que la France ait prévu plus de réunions qu'il n'y a de jours entre le début de la présidence et le commencement présumé de la période de réserve électorale française (20 mars 2022).

Cette note vise à mettre en lumière les différentes priorités et activités prévues pendant la PFUE ainsi que le calendrier et les échéances qui leur correspondent.

Comprendre le programme d'une présidence du Conseil de l'UE

Chaque État membre organise sa présidence du Conseil de l'UE autour d'un programme de travail bien défini. Très souvent, celui-ci comprend deux ou trois nouvelles priorités nationales que l'État membre souhaite défendre au niveau européen. **L'État membre qui a la présidence du Conseil de l'UE ne dispose pas pour autant d'une carte blanche** : il doit respecter un certain nombre de règles.

D'abord, le programme doit s'inscrire dans la continuité du plan de travail de la Commission européenne et contribuer à mettre en œuvre les grandes lignes directrices établies par le Conseil européen tous les quatre mois. **Le pays qui a la présidence doit ainsi veiller à la continuation des négociations européennes en cours, même si elles ne portent pas sur des thèmes ayant été identifiés comme prioritaires pour la présidence.** C'est d'autant plus important qu'il s'écoule en moyenne 22 mois entre le moment où la Commission européenne dépose un projet de texte et sa parution dans le Journal Officiel. Pendant la PFUE, la Commission et le Conseil européen seront à mi-mandat : il est donc probable que nous assistions à une accélération du travail et des négociations au sein du Conseil de l'UE et du Parlement européen pour mettre en œuvre leur programme.

Par ailleurs, **le programme des priorités de l'État membre qui a la présidence doit refléter celui du « Trio » auquel il appartient.** Tous les 18 mois, trois présidences consécutives établissent un programme pluriannuel pour le Conseil de l'UE avec des priorités communes, ce qui exige des efforts importants de coordination et de préparation de la part de toutes les parties. La France et ses successeurs à la présidence, la République tchèque et la Suède, ont publié leur programme conjoint² le 10 décembre 2021, et beaucoup des priorités de la PFUE s'y retrouvent.

1 Programme de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne, 10 décembre 2021, https://presidence-francaise.consilium.europa.eu/media/zeqny1y5/fr_programme-pfue-v2-5.pdf.

2 Programme de dix-huit mois du Conseil, Conseil de l'Union européenne, 10 décembre 2021, 14441/21, POLGEN 191, <https://presidence-francaise.consilium.europa.eu/media/5ceeqlph/programme-du-trio.pdf>.

Comprendre le programme de la PFUE

« [...] s'il fallait résumer en une phrase l'objectif de cette présidence qui s'étendra du 1^{er} janvier au 30 juin, je dirais que nous devons passer d'une Europe de coopération à l'intérieur de nos frontières à une Europe puissante dans le monde, pleinement souveraine, libre de ses choix et maître de son destin » – Discours du Président Emmanuel Macron, 9 décembre 2021

Cette citation, qui résume la devise de la PFUE, n'est pas surprenante. En effet, le Président français a présenté sa vision pour une Europe unie, puissante et souveraine à plusieurs reprises, notamment lors de son discours à la Sorbonne en 2017 et celui à Athènes quelques mois plus tard.

Comme nous le verrons plus bas, la PFUE hérite d'un agenda déjà bien chargé. De nombreuses propositions législatives, allant du climat au numérique, sont déjà en discussion. Outre ces projets en cours pour lesquels la France a joué un rôle moteur, Paris souhaite également profiter de sa présidence pour lancer de nouvelles initiatives européennes.

Un grand nombre de priorités de la PFUE manquent encore de précision. Le programme de la PFUE ressemble davantage à une longue *wish list* qu'à une feuille de route bien définie. Plutôt que de centrer la PFUE autour de quatre ou cinq grandes priorités, le programme semble porter sur la presque-totalité du travail européen. Il propose de nouvelles initiatives « pour préparer l'Europe de demain », à horizon 2030, sans pour autant préciser comment la France compte actionner ses propositions. Néanmoins, [le site officiel de la PFUE](#)³ énonce plusieurs thèmes prioritaires dont la transition écologique, le numérique et le social. Les concernant, la France souhaite faire aboutir des textes législatifs qui sont actuellement en négociation au sein des deux enceintes européennes décisionnelles, le Parlement européen et le Conseil de l'UE.

Pourtant, la France prépare sa présidence depuis plusieurs années. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, et Clément Beaune, secrétaire d'État chargé des Affaires européennes, avaient déjà annoncé en novembre 2020 que la PFUE s'articulerait autour de trois grands axes :

- **La relance**, qui se concentre plutôt sur les mesures nécessaires pour la reprise de l'économie européenne lourdement affaiblie par la première phase de la crise sanitaire actuelle.
- **La puissance**, qui évoque la notion de souveraineté européenne dans la politique extérieure et le numérique, afin de permettre à l'Europe de faire ses propres choix militaires, technologiques et culturels. Il s'agit également de renforcer l'influence de l'Union européenne sur la scène internationale.
- **L'appartenance**, qui s'articule autour de l'identité européenne, de la spécificité culturelle de l'Europe et de ses valeurs démocratiques. Il s'agit ici de mesures concrètes œuvrant au renforcement de ces valeurs : le programme phare Erasmus, les actions de promotion de la culture européenne via les plateformes numériques, l'ouverture des médias à davantage d'actualité européenne et la diffusion des symboles européens.

D'autres priorités avaient également été évoquées dès le printemps 2020. Au lendemain de la clôture du sommet social de Porto sous la Présidence portugaise du Conseil de l'UE, le Secrétaire d'État aux Affaires européennes, Clément Beaune, et la Ministre du Travail, Elisabeth Borne, avaient signé une tribune détaillant les ambitions du gouvernement français pour « l'Europe sociale de demain ». Y figurait notamment une proposition de directive de la Commission européenne sur les salaires minima adéquats.

Le Président Macron a également évoqué trois autres objectifs pour la PFUE : rendre l'Europe « plus souveraine », « plus humaine » et la doter d'un « nouveau modèle européen de croissance ». **Il présentera le programme de la PFUE devant le Parlement européen le 19 janvier 2022.**

³ Site officiel de la Présidence Française du Conseil de l'Union européenne, <https://presidence-francaise.consilium.europa.eu/fr/>.

Comprendre les échéances et le calendrier de la PFUE

Chaque priorité de la PFUE dispose d'un calendrier et d'échéances propres. En effet, il faut généralement compter quatre grandes étapes pour l'adoption d'un acte législatif, d'une directive, d'une décision ou d'un règlement européens :

1. **Initiation** : la Commission européenne soumet une proposition d'acte législatif au Conseil de l'UE et au Parlement européen.
2. **Discussion** : le Conseil de l'UE d'une part et le Parlement européen de l'autre examinent le projet d'acte législatif et peuvent proposer des amendements. Il faut parfois compter quelques mois pour atteindre un compromis.
3. **Trilogue⁴** : le Conseil de l'UE, le Parlement européen et la Commission européenne doivent ensuite s'accorder sur un texte final. Dans un souci d'efficacité et de célérité du processus législatif, les trois institutions tiennent des réunions informelles tripartites intitulées trilogues. Ces négociations peuvent également durer plusieurs mois.
4. **Adoption** : une fois que les trois parties ont trouvé un accord, il est temps de voter. Le Conseil doit approuver le texte, ainsi que le Parlement européen. Il paraît ensuite dans le Journal Officiel.

Le travail en amont d'une présidence est donc essentiel si un État membre souhaite s'assurer que ses priorités soient discutées lors de sa présidence du Conseil de l'UE. **Ainsi, la réussite d'une présidence est à juger à l'aune du travail réalisé pendant la présidence, mais également en amont et en aval.**

Le tableau ci-dessous reprend les propositions énoncées lors du discours du Président français et les priorités reprises dans le programme de la PFUE :

- La première colonne présente les différentes thématiques abordées ;
- La deuxième colonne reprend la proposition de la France pour la PFUE ;
- La troisième colonne rappelle le contexte législatif ainsi que le calendrier ;
- La quatrième colonne détaille si l'objectif de la PFUE est d'organiser un sommet ou une réunion, ou plutôt d'avancer dans la négociation d'un acte législatif. Pour rappel, nous distinguons quatre étapes : l'initiation (gris ■), la discussion (jaune ■), le trilogue (orange ■) ou l'adoption (vert ■).

Les priorités ont été regroupées par thématique :

1. Climat, énergie et environnement ;
2. Affaires étrangères ;
3. Défense ;
4. Affaires intérieures ;
5. Affaires économiques et financières ;
6. Politique industrielle et protection des consommateurs ;
7. Agriculture et pêche ;
8. Numérique ;
9. Renforcement de la démocratie européenne et politique sociale ;
10. Éducation, jeunesse, culture ;
11. Santé.

⁴ Voir G. Wright et C. Vidotto Labastie, « Qu'est-ce qu'une présidence de l'Union européenne? », Institut Montaigne, 9 décembre 2021, page 6, https://www.institutmontaigne.org/ressources/pdfs/publications/PFUE_2022_note_1_Tout_Comprendre_Presidence_UE.pdf.

1. Climat, énergie et environnement

Priorité	Extraits du programme PFUE / discours du Président	Le contexte législatif	Les objectifs de la France durant la PFUE
<p>Ajustement à l'objectif 55 (« Fit for 55 »)</p>	<p>Programme de la PFUE⁵</p> <p>Les efforts de la présidence française se concentreront en premier lieu sur les textes environnementaux proposés par la Commission le 14 juillet dernier, en particulier le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières [...].</p> <p>La présidence française continuera les travaux engagés sur la révision des règles du marché carbone européen [...].</p> <p>[La] présidence entamera les travaux sur le paquet gaz [...]. Elle entamera également les discussions sur la proposition de règlement sur les émissions de méthane dans le secteur de l'énergie.</p> <p>La présidence s'efforcera de faire avancer les discussions sur les directives relatives aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique et d'initier celles sur la révision de la directive relative à la performance énergétique des bâtiments. [...]. [La PFUE] poursuivra activement les travaux relatifs au paquet « Ajustement à l'objectif 55 % » [par exemple, la] proposition de règlement dit « AFIR ».</p> <p>Discours du Président</p> <p>Le 14 juillet dernier, la Commission européenne a présenté un ensemble de textes législatifs traduisant concrètement notre ambition de neutralité carbone pour 2050 et de réduction de 55 % de nos émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030.</p> <p>Le semestre de présidence française doit faire avancer ces textes [traduisant concrètement notre ambition de neutralité carbone pour 2050 et de réduction de 55 % de nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030] avec toujours un objectif : ne pas perdre une minute [...].</p> <p>[L]'un de nos objectifs sera la mise en place du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières.</p>	<p>Le Pacte vert pour l'Europe, présenté en décembre 2019, a pour ambition de faire de l'UE le premier continent à atteindre la neutralité climatique d'ici à 2050.</p> <p>L'Union européenne a fixé des objectifs intermédiaires en matière de climat, d'énergie, d'utilisation des terres et de transport afin de réduire ses émissions nettes de gaz à effet de serre d'au moins 55 % d'ici à 2030, par rapport aux niveaux de 1990. Le 14 juillet 2021, la Commission européenne a présenté un nouveau paquet de propositions législatives intitulé « Ajustement à l'objectif 55 »⁶ (« Fit for 55 »). Celui-ci comprend douze mesures dont quatre nouvelles directives et règlements et huit propositions de révision des législations européennes existantes. Le <i>Fit for 55</i> doit être adopté dans sa totalité.</p> <p>Les négociations sont en cours au sein du Conseil de l'UE et du Parlement européen notamment sur le nouveau dispositif d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) qui permettrait de fixer un prix du carbone pour certaines importations et le nouveau système d'échange de quotas d'émission dans les transports routiers et les bâtiments.</p> <p>Le 15 décembre 2021, la Commission européenne a publié le deuxième volet de son paquet « <i>Fit for 55</i> » sur le gaz, les bâtiments et le méthane.</p>	<p>Discussion : la France souhaite accélérer les négociations du <i>Fit for 55</i> au sein du Conseil de l'UE, en particulier les négociations sur le MACF et sur le SEQE dans les transports routiers et les bâtiments.</p>

⁵ Programme de priorités de la Présidence française du Conseil de l'Union européenne, <https://presidence-francaise.consilium.europa.eu/fr/programme/priorites/>

⁶ Communiqué de presse de la Commission européenne, 14 juillet 2021, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_21_3541.

Priorité	Extraits du programme PFUE / discours du Président	Le contexte législatif	Les objectifs de la France durant la PFUE
Biodiversité	<p>Programme de la PFUE</p> <p>La présidence [...] débutera les discussions sur la proposition de règlement visant à instaurer un nouveau cadre juridique pour le rétablissement d'écosystèmes sains.</p> <p>La présidence préparera des conclusions du Conseil pour définir une position ambitieuse de l'Union en vue du deuxième segment de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP15), qui se tiendra à Kunming en 2022.</p> <p>Elle organisera une conférence ministérielle sur la nature et la biodiversité en ville fin janvier à Strasbourg</p>	<p>En mai 2020, la Commission européenne a publié sa stratégie en faveur de la biodiversité à l'horizon 2030 pour protéger la nature et lutter contre la dégradation des écosystèmes. L'UE participe également à la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique.</p>	<p>Initiation : la France souhaite lancer le débat sur une nouvelle directive européenne pour rétablir des écosystèmes sains.</p> <p>Discussion : la France veillera à l'élaboration d'une position commune européenne en vue du deuxième segment de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP15).</p> <p>Sommet : la France organisera une conférence sur la biodiversité à la fin du mois de janvier à Strasbourg.</p>
Économie circulaire	<p>Programme de la PFUE</p> <p>[La PFUE] poursuivra l'examen de la révision du règlement sur le transfert transfrontalier de déchets, afin de renforcer [...] la circularité de l'économie européenne.</p> <p>[L]a présidence démarrera les négociations sur le paquet « produits durables », qui inclura plusieurs propositions législatives visant à renforcer l'écoconception des biens [...]. Elle assurera également le suivi de la stratégie de la Commission pour des textiles durables [...].</p> <p>La présidence poursuivra les travaux lancés fin 2021 sur les polluants organiques persistants [...].</p>	<p>En mars 2020, la Commission européenne a publié un nouveau plan d'action pour l'économie circulaire dans le cadre du pacte vert pour l'Europe. Depuis, elle a également présenté un texte législatif sur la politique des produits durables. Le plan d'action prévoit des mesures concrètes dans les domaines de matériel électronique, des batteries et véhicules, des emballages, des matières plastiques, des textiles, dans la construction, des denrées alimentaires.</p>	<p>Discussion : la France veillera à la continuation des discussions européennes sur l'économie circulaire.</p>
Nucléaire	<p>Programme de la PFUE</p> <p>Convaincue que le nucléaire est un outil crucial pour décarboner l'industrie européenne, respecter nos objectifs de réduction de nos émissions et renforcer notre souveraineté et notre indépendance énergétiques, la présidence organisera une conférence ministérielle sur la décarbonation début mars. Elle veillera au maintien d'une réglementation européenne compatible avec le développement de l'énergie nucléaire.</p>	<p>Tous les pays européens ne s'affichent pas en faveur de l'énergie nucléaire aujourd'hui.</p> <p>Le 31 décembre 2021, la Commission européenne a présenté un projet de « taxonomie » intégrant, sous conditions, le nucléaire.</p>	<p>Discussion : la France organisera une conférence ministérielle sur la décarbonation en mars 2022 pour discuter des énergies renouvelables ainsi que du nucléaire.</p>
Lutte contre la pollution	<p>Programme de la PFUE</p> <p>Dans le cadre du plan d'action « zéro pollution » présenté en mai 2021, la présidence entamera les travaux sur la révision de la réglementation des substances qui appauvrissent la couche d'ozone et du règlement sur les gaz à effet de serre fluorés.</p> <p>[L]a présidence se penchera également sur l'établissement d'une nouvelle norme européenne d'émission de tous les polluants, sauf le CO₂, en vue de la mise sur le marché des véhicules neufs (EURO 7).</p>	<p>La Commission a présenté un plan d'action « zéro pollution » en mai 2021 dans le cadre du Pacte vert européen.</p>	<p>Discussion : la France souhaite poursuivre les travaux européens sur la lutte contre la pollution.</p>

Priorité	Extraits du programme PFUE / discours du Président	Le contexte législatif	Les objectifs de la France durant la PFUE
Prix de l'énergie	<p>Programme de la PFUE</p> <p>La hausse des prix de l'énergie continuera à être l'objet de discussions approfondies au sein du Conseil pendant la présidence française. [...]</p>	<p>Le Conseil européen des 21 et 22 octobre 2021 a invité la Commission européenne et le Conseil de l'UE à envisager rapidement « des mesures à moyen et à long terme qui contribueraient à faire en sorte que l'énergie soit à un prix abordable pour les ménages et les entreprises »⁷.</p>	<p>Discussion : la France veillera à la continuation des travaux européens sur les prix de l'énergie.</p>
Transport	<p>Programme de la PFUE</p> <p>La présidence débutera les travaux relatifs au paquet législatif pour une mobilité verte et efficiente. [...]</p> <p>Elle mènera les premières négociations sur la révision du règlement sur les orientations de l'Union pour le développement du réseau transeuropéen de transports (RTET) et organisera fin juin en lien avec la Commission les 10^e Journées RTE-T pour rassembler les acteurs du réseau.</p>	<p>Dans le cadre du Pacte vert, l'Union européenne envisage de nouvelles réformes dans les domaines du transport maritime, aéronautique et routier, notamment sur l'utilisation de carburants renouvelables et à faibles émissions de carbone.</p>	<p>Discussion : la France suivra de près les travaux européens en cours. Elle organisera avec la Commission européenne une réunion pour rassembler les acteurs du réseau transeuropéen de transport (RTE-T).</p>

⁷ Réunion du Conseil européen, 21 et 22 octobre 2021, EUCO 17/21, CO EUR 15, CONCL 5, <https://www.consilium.europa.eu/media/52635/20211022-euco-conclusions-fr.pdf>.

2. Affaires étrangères

Priorité	Extraits du programme PFUE / discours du Président	Le contexte législatif	Les objectifs de la France durant la PFUE
Afrique	<p>Discours du Président</p> <p>Depuis le début de mon mandat, j'ai fait de la relation avec l'Afrique une priorité [...]. Nous organiserons à cet égard [...] un Sommet entre l'Union africaine et l'Union européenne au mois de février, qui se tiendra à Bruxelles et qui réunira les dirigeants des pays et des institutions de l'Union africaine et de l'Union européenne.</p> <p>L'objectif de ce Sommet est de refonder en profondeur la relation [...]. D'abord, refonder un <i>New Deal</i> économique et financier avec l'Afrique [...]. Ensuite, c'est de déployer un agenda en matière d'éducation, de santé et de climat à la hauteur des enjeux de l'Afrique. [...] Troisième grand axe de cette coopération, c'est la sécurité. [...] [N]ous souhaitons [...] un partenariat de sécurité entre l'Afrique et l'Europe, ce qui est la demande des chefs d'État et de gouvernement pour faire face à la montée du terrorisme sur leur continent. Et puis, quatrième point, d'avoir un agenda sur les mobilités choisies [...].</p> <p>Programme de la PFUE</p> <p>[...] le Sommet pourrait se concentrer notamment sur la résilience sanitaire africaine y compris par la production locale de vaccins, la reprise économique, le développement d'infrastructures durables permettant les transitions énergétiques et numériques, le rôle des partenariats commerciaux euro-africains en appui de la résilience économique de l'Afrique, la sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers une stratégie partenariale de développement des filières protéiques et de l'agroécologie en lien avec la grande muraille verte, ainsi que la formation et l'emploi de la jeunesse.</p> <p>En matière de paix et de sécurité, il pourrait mettre en place une coopération plus structurée sur la gestion de crise et le soutien aux efforts des Africains sur leur continent. Enfin, il pourrait développer un cadre de mobilité renouvelé (étudiants, chercheurs, dispositifs de volontariat) et prendre en compte l'enjeu des migrations en combinant la réflexion sur les voies de migration légale et la lutte contre les migrations irrégulières.</p>	<p>La coopération entre l'Union européenne et l'Afrique est régie par plusieurs accords et stratégies qui se superposent. Les principaux sont l'accord de Cotonou (2000) qui a récemment été renégocié (et paraphé le 15 avril 2021), la stratégie commune Afrique-UE de 2007 et la politique européenne de voisinage pour les pays d'Afrique du Nord.</p> <p>Le 9 mars 2020, la Commission européenne et le Service européen pour l'action extérieure ont soumis leur <u>proposition</u>⁸ pour renforcer l'alliance stratégique de l'UE avec l'Afrique. Ils mènent également des discussions avec les partenaires africains en vue de définir ensemble une nouvelle stratégie globale de l'UE avec l'Afrique.</p> <p>En parallèle, l'UE s'est dotée d'un plan d'investissement massif (jusqu'à 300 milliards d'euros) appelé <i>Global Gateway</i>. Cet instrument vise à développer des liens dans les domaines du « <u>numérique, de l'énergie et des transports et à renforcer les systèmes de santé, d'éducation et de recherche dans le monde entier</u> »⁹, y compris en Afrique.</p> <p>En raison de la pandémie, les sommets entre l'Union européenne et l'Union africaine ont été mis en pause. Le dernier sommet s'est tenu à Abidjan en 2017.</p>	<p>Sommet : la France souhaite organiser un sommet entre l'Union européenne et l'Union africaine les 17 et 18 février 2022 à Bruxelles pour redéfinir et approfondir la relation entre les deux continents.</p>
Groupe ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique)	<p>Programme de la PFUE</p> <p>[...] la présidence s'attachera à la finalisation de l'accord post-Cotonou, en vue de la mise en œuvre d'un partenariat modernisé entre l'UE et les États membres et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.</p>	<p>L'accord de Cotonou (2000) est l'accord principal qui gouverne les relations entre l'Union européenne et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Un accord dit « post-Cotonou » a récemment été négocié et paraphé le 15 avril 2021.</p>	<p>Adoption : la France souhaite finaliser l'adoption de l'accord post-Cotonou.</p>

8 Communication conjointe au Parlement européen et au Conseil, le 9 mars 2021, <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52020JC0004&from=FR>.

9 Communiqué de presse de la Commission européenne, 1 décembre 2021, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_6433.

Priorité	Extraits du programme PFUE / discours du Président	Le contexte législatif	Les objectifs de la France durant la PFUE
Chine	<p>Programme de la PFUE</p> <p>[La France] continuera à mettre en œuvre l'approche retenue à l'égard des relations UE-Chine.</p>	<p>L'Union européenne a qualifié la Chine de « partenaire stratégique, concurrent économique et rival systémique. »¹⁰.</p> <p>Après sept ans de négociations, la Commission européenne annonce, en décembre 2020, la conclusion d'un accord global sur l'investissement avec la Chine. Cependant, le Parlement européen a voté en mai 2021 de suspendre le processus de ratification suite aux tensions diplomatiques entre Bruxelles et Pékin sur les droits de l'homme et le commerce.</p>	<p>Discussion : les priorités de la PFUE relatives à la Chine restent vagues. Le programme de la PFUE dit que la France veillera à mettre en œuvre l'approche retenue à l'égard de la Chine.</p>
Indopacifique	<p>Programme de la PFUE</p> <p>[La Commission] organisera, avec le Haut-Représentant, un Forum ministériel le 22 février 2022, rassemblant les États membres, la Commission européenne et les pays partenaires de l'Indopacifique, portant plus spécifiquement sur les enjeux de sécurité et de défense, les enjeux numériques et de connectivité, dans le contexte de l'initiative relative au développement d'infrastructures dans le monde « <i>Global Gateway</i> » – et les enjeux globaux (santé mondiale, changement climatique, biodiversité et protection des océans notamment).</p> <p>L'accès de l'Union européenne aux espaces stratégiques contestés constituera également une priorité. La présidence appuiera en particulier les efforts qui doivent être réalisés dans le domaine maritime, à travers l'extension début 2022 de l'application de la présence maritime coordonnée à une nouvelle zone dans l'Indopacifique [...].</p>	<p>Le 19 avril 2021, le Conseil a adopté les conclusions sur une stratégie de l'UE pour la coopération dans la région indopacifique.</p> <p>Le 16 septembre 2021, la Commission et le haut représentant ont présenté une communication conjointe sur la stratégie de l'UE pour la région indopacifique.</p> <p>À l'occasion du Conseil européen des 21 et 22 octobre 2021, les États membres ont annoncé leur soutien à la stratégie de l'UE pour la coopération dans la région indopacifique.</p>	<p>Forum ministériel : le 22 février 2022, la France et le Haut-Représentant organiseront un Forum ministériel rassemblant les 27 États membres, la Commission européenne et les pays partenaires de l'Indopacifique. Il n'est pas clair si d'autres pays seront invités à y participer.</p>
États-Unis	<p>Programme de la PFUE</p> <p>La présidence contribuera au renforcement des relations avec les États-Unis, notamment dans le cadre du Conseil de l'énergie et du Conseil Commerce et Technologies (CCT), dans le respect de l'autonomie de décision de l'Union européenne. Elle appuiera l'approfondissement du dialogue avec les États-Unis en matière de politique étrangère, en particulier sur la Chine et l'Indopacifique.</p> <p>La présidence soutiendra la tenue d'une première session du dialogue entre l'Union européenne et les États-Unis sur les enjeux de défense [...].</p>	<p>Le Conseil du commerce et des technologies UE-États-Unis (CCT) a été lancé le 15 juin 2021. Son but est de donner un cadre aux discussions entre l'UE et les États-Unis dans la coordination de leurs approches « <u>à l'égard des principales questions mondiales en matière de commerce, d'économie et de technologie, et pour approfondir les relations commerciales et économiques transatlantiques fondées sur des valeurs démocratiques partagées</u> »¹¹.</p> <p>La prochaine réunion du CCT est prévue en 2022.</p>	<p>Discussion : la France contribuera au renforcement du dialogue entre l'UE et les États-Unis.</p> <p>La prochaine réunion du Conseil du Commerce et des technologies devrait avoir lieu pendant la PFUE.</p> <p>Une première session du dialogue entre l'UE et les États-Unis autour des enjeux de défense pourrait avoir lieu pendant la PFUE.</p>

10 Communiqué de presse de la Commission européenne, le 12 mars 2019, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_19_1605.

11 Communiqué de presse de la Commission européenne, le 18 octobre 2021, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_21_5308.

Priorité	Extraits du programme PFUE / discours du Président	Le contexte législatif	Les objectifs de la France durant la PFUE
<p>Andorre, Monaco, Saint-Martin ; l'Espace économique européen ; Suisse et Royaume-Uni</p>	<p>Programme de la PFUE</p> <p>La présidence française suivra attentivement l'évolution de la relation avec le Royaume-Uni. Elle veillera [...] au respect par le Royaume-Uni de ses engagements, en particulier sur le Protocole de l'accord de retrait sur l'Irlande et l'Irlande du Nord, sur la concurrence équitable et sur la pêche. Enfin, [...] la présidence s'attachera [...] à faire avancer autant que possible les négociations concernant le projet de règlement sur les modalités d'adoption par l'Union de certaines mesures prévues par l'accord de commerce et de coopération.</p> <p>La présidence cherchera à faire progresser les négociations en cours avec Andorre, Monaco et Saint-Marin et contribuera au travail d'évaluation en cours de la relation entre l'Union européenne et la Suisse.</p>	<p>Les relations entre l'Union européenne et ses pays voisins sont régies par des accords différents :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'accord de l'espace économique européen recouvre les relations entre l'UE et l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège. • Une série d'accords bilatéraux régissent la relation UE-Suisse. Depuis plusieurs années, les deux parties négocient un accord cadre mais en mai 2021, la Suisse a décidé de mettre fin aux négociations. Cette décision a fortement refroidi les relations bilatérales. • L'Accord de commerce et de coopération entre l'Union européenne et le Royaume-Uni a été conclu en décembre 2020. Depuis, le Royaume-Uni a déclaré vouloir réviser l'accord de retrait, notamment le Protocole de l'Irlande du Nord. Le gouvernement britannique doit encore mettre en place un dispositif de contrôles sanitaires et phytosanitaires pour les exportations de la Grande Bretagne vers l'Irlande du Nord. L'UE doit encore adopter certaines révisions de l'Accord qui ont été agréées par les deux partis en avril 2021. • L'UE a également signé des accords avec l'Andorre, le Monaco, Saint-Marin et le Vatican. L'Andorre, Monaco et Saint-Marin ont tous déclaré leur volonté d'approfondir les relations avec l'UE. Les négociations pour un accord d'Association sont en cours depuis 2015. 	<p>Discussion : la France veut soutenir les discussions existantes entre l'UE et ses pays voisins.</p> <p>La PFUE fera particulièrement attention à l'évolution de la relation avec le Royaume-Uni.</p>
<p>Balkans occidentaux</p>	<p>Programme de la PFUE</p> <p>La présidence veillera à la poursuite des négociations avec les candidats à l'adhésion [...]. Elle promouvra l'action de l'UE vis-à-vis des Balkans occidentaux [...].</p> <p>Discours du Président</p> <p>Nous organiserons au mois de juin une conférence sur les Balkans occidentaux [...]. Nous devons y mener une politique de réengagement, mais également d'investissements [...]. C'est donc clarifier leurs perspectives européennes, réinvestir dans cette région et son unité, et avoir véritablement une ambition commune pour les décennies à venir.</p>	<p>Les négociations d'adhésion à l'Union européenne ont commencé en 2012 pour le Monténégro et en 2014 pour la Serbie. Elles n'ont pas encore commencé pour l'Albanie, le Kosovo ou la Macédoine du Nord. Des facteurs internes aux Balkans occidentaux et à l'Union européenne conditionnent l'avancée des négociations d'adhésion.</p> <p>Dans le cadre de la présidence slovène du Conseil de l'UE, les dirigeants européens ont affirmé leur soutien à la « perspective européenne » des Balkans occidentaux le 6 octobre 2021.</p>	<p>Conférence : la France souhaite continuer l'engagement mené pendant la présidence slovène de l'Union européenne (juillet - décembre 2021) avec les Balkans occidentaux.</p> <p>Lors de son discours, le Président a énoncé la volonté de la France d'organiser une conférence avec les Balkans occidentaux en juin 2022. Cette conférence n'est pas mentionnée dans le programme définitif de la PFUE.</p>

Priorité	Extraits du programme PFUE / discours du Président	Le contexte législatif	Les objectifs de la France durant la PFUE
Russie et Turquie	<p>Programme de la PFUE</p> <p>[L]a présidence continuera [...] à appuyer les travaux du Conseil européen, dans le prolongement des orientations fixées les 24 et 25 juin 2021, en faveur d'une approche européenne unie, à long terme et stratégique fondée sur les cinq principes directeurs.</p> <p>[la France] assurera la mise en œuvre des orientations décidées par le Conseil européen s'agissant de la Turquie.</p>	<p>Dans les conclusions du Conseil européen des 24 et 25 juin 2021, les 27 États membres se sont engagés à adopter une « <u>approche européenne unie, à long terme et stratégique fondée sur les cinq principes directeurs</u> »¹² à l'égard de la Russie.</p> <p>Il invitent également la Commission et le haut représentant à « présenter des options en vue de mesures restrictives supplémentaires, y compris des sanctions économiques » pour permettre aux États membres de réagir « fermement et de manière coordonnée à toute nouvelle activité malveillante, illégale et déstabilisatrice de la Russie »¹³.</p>	<p>Discussion : la France veillera à la poursuite des travaux à l'égard de la Russie et de la Turquie.</p>
Politique de voisinage	<p>Programme de la PFUE</p> <p>La présidence française s'attachera à la mise en œuvre du Partenariat oriental dans le prolongement du Sommet du 15 décembre, et à renforcer la résilience, la stabilité, et la connectivité durable dans la région.</p> <p>Elle accompagnera l'engagement du Président du Conseil européen, du haut-représentant et de la Commission dans ce sens.</p> <p>[...] la présidence veillera à la mise en œuvre des différentes mesures et actions en vue d'un point d'étape sur le partenariat renouvelé avec le voisinage méridional et le nouveau programme sur la Méditerranée au printemps 2022.</p>	<p>Le <u>Partenariat oriental</u>¹⁴ est une dimension spécifique de la Politique européenne du voisinage. Il vise à renforcer l'association politique et l'intégration économique de cinq pays de l'Europe orientale et du Caucase du Sud, à savoir l'Arménie ; l'Azerbaïdjan ; la Géorgie ; la République de Moldavie et l'Ukraine. Le sixième sommet du Partenariat oriental s'est tenu à Bruxelles le 15 décembre 2021.</p> <p>En 1995, la déclaration de Barcelone donne lieu au partenariat euro-méditerranéen pour renforcer les liens entre l'Union européenne et les pays du voisinage méridional. La dernière révision de la politique européenne de voisinage a eu lieu en 2015. Le 9 février 2021, la Commission européenne et le haut représentant ont publié un <u>nouvel agenda pour la Méditerranée</u>¹⁵.</p>	<p>Mise en œuvre : la France veillera à la mise en œuvre des conclusions du dernier sommet du Partenariat oriental et à la continuation des discussions sur le partenariat renouvelé avec le voisinage méridional.</p>

12 Réunion du Conseil européen du 24 et 25 juin 2021, EUCO 7/21, CO EUR 4, CONCL 4, <https://www.consilium.europa.eu/media/50830/2425-06-21-euco-conclusions-fr.pdf>.

13 Ibid.

14 Conseil de l'Union européenne, Politique du Partenariat oriental, <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/eastern-partnership/>.

15 Communiqué de presse de la Commission européenne, le 9 février 2021, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_426.

Priorité	Extraits du programme PFUE / discours du Président	Le contexte législatif	Les objectifs de la France durant la PFUE
Politique commerciale	<p>Programme de la PFUE</p> <p>La présidence française fera progresser les négociations sur les instruments autonomes de l'Union européenne : le règlement relatif aux marchés publics internationaux et le règlement sur la protection contre la coercition économique des pays tiers [...].</p> <p>La présidence initiera [...] les travaux sur le règlement sur la lutte contre la déforestation importée [...].</p> <p>[La PFUE] poursuivra le renforcement de l'arsenal juridique européen en matière de lutte contre les pratiques déloyales, en faisant avancer les discussions initiées sur la proposition de règlement relatif aux subventions étrangères faussant le marché intérieur.</p> <p>Discours du Président</p> <p>[L]a présidence française sera un moment clé pour pousser ce qu'on appelle les clauses miroirs et avoir des exigences environnementales et sociales dans nos accords commerciaux.</p> <p>[N]ous ferons aussi avancer les négociations sur la mise en place d'un instrument européen de lutte contre la déforestation importée qui visera à interdire l'importation dans l'Union européenne de soja, bœuf, huile de palme, bois, cacao, café quand ils contribuent à la déforestation.</p> <p>Nous allons d'ailleurs tout faire – ça ne se fera pas à l'échelle de la présidence française de l'Union européenne – pour que dans le cadre de la réforme de l'Organisation mondiale du commerce, nous puissions intégrer cet agenda environnemental et social.</p>	<p>Le 18 octobre 2021, la Commission européenne a publié sa proposition pour une nouvelle <u>stratégie commerciale « ouverte, durable et ferme »</u>¹⁶. Celle-ci a de nombreux objectifs, y compris :</p> <ul style="list-style-type: none"> • contribuer à la reprise économique en Europe en soutenant les transformations écologique et numérique ; • travailler avec ses partenaires pour renforcer « les règles du commerce mondial », y compris une réforme profonde de l'Organisation mondiale du commerce ; • créer de nouveaux instruments pour défendre les intérêts et les valeurs de l'UE en cas de violation des règles de concurrence équitable ; • faire respecter les exigences environnementales dans les accords commerciaux. <p>Depuis lors, la Commission européenne a présenté de nouvelles propositions, par exemple relatives à un <u>instrument anti coercitif</u>¹⁷ et à aux <u>subventions étrangères génératrices de distorsions</u>¹⁸. En juin, les ambassadeurs auprès de l'UE se sont mis d'accord sur un texte visant à instituer un « <u>instrument relatif aux marchés publics internationaux, qui contribuera à remédier à l'absence de conditions équitables en matière de passation de marchés au niveau mondial</u> »¹⁹. Celui-ci devrait être discuté en trilogue lors de la PFUE.</p>	<p>Discussion / trilogue : la France veut continuer les discussions européennes sur les nouveaux instruments de défense commerciale et la réforme de l'Organisation mondiale du commerce.</p> <p>La France souhaite renforcer les exigences environnementales et sociales dans les accords commerciaux de l'UE.</p>

16 Communiqué de presse de la Commission européenne, le 18 février 2021, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_644.

17 Communiqué de presse de la Commission européenne, 5 mai 2021, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_21_1982.

18 Question et réponses de la Commission européenne, 8 décembre 2021, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/qanda_21_6643.

19 Communiqué de presse du Conseil de l'Union européenne, 2 juin 2021,

<https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2021/06/02/trade-council-agrees-its-negotiating-mandate-on-the-international-procurement-instrument/>.

Priorité	Extraits du programme PFUE / discours du Président	Le contexte législatif	Les objectifs de la France durant la PFUE
Développement et humanitaire	<p>Programme de la PFUE</p> <p>La présidence appuiera [...] une relation plus géopolitique avec nos pays partenaires, fondée sur la force financière et opérationnelle des politiques de coopération au développement de l'Union européenne et de ses États membres. [...] [Elle] cherchera à faire progresser le débat sur un partenariat renouvelé de l'Union avec les pays les moins avancés [...]</p> <p>[L]a présidence s'engagera avec la Commission en faveur de la promotion et du respect du droit international humanitaire [...]. La présidence s'attachera également à une meilleure intégration de l'impact du changement climatique et de la dimension environnementale dans l'action humanitaire.</p> <p>La présidence co-organisera avec la Commission le premier Forum humanitaire européen. Le Forum sera notamment une enceinte de promotion de l'Appel à l'action humanitaire, visant à mobiliser la communauté internationale en vue de mieux mettre en œuvre le droit international humanitaire.</p>	<p>La politique de développement se trouve au cœur des politiques extérieures de l'Union européenne. L'UE dispose également de structures en matière d'aide humanitaire.</p>	<p>Discussion : la France poursuivra les travaux dans le domaine du développement et de l'humanitaire.</p> <p>Forum humanitaire européen : la Commission et la France organiseront le premier Forum humanitaire européen.</p>

3. Défense

Priorité	Extraits du programme PFUE / discours du Président	Le contexte législatif	Les objectifs de la France durant la PFUE
Boussole stratégique	<p>Discours du Président</p> <p>Cette présidence sera [...] un moment de définition de ce que nous avons appelé « la boussole stratégique » [...]. Cette boussole stratégique a été lancée sous présidence allemande et elle aboutira [...] sous présidence française lors du Conseil européen du mois de mars. Nous aurons d'ailleurs des discussions lors du Conseil de décembre puis lors du sommet que nous souhaitons en France au mois de mars sur ce sujet.</p> <p>[Cette boussole stratégique permettra] une analyse commune des menaces, de porter des ambitions nouvelles en matière d'industrie de défense, d'acter aussi des exercices conjoints, de définir nos partenariats conjoints et au fond, de définir également pour les Européens notre organisation commune sur les nouveaux espaces de conflictualité que sont l'espace maritime, le spatial et le cyber.</p>	<p>En juin 2020, le Conseil des Affaires étrangères de l'UE en formation défense a proposé la mise en place d'une boussole stratégique au plus tard en mars 2022. Il s'agit d'un document stratégique sur l'action extérieure de l'Union européenne à l'horizon 2030 qui comporte, pour la première fois, une analyse commune des menaces pesant sur les pays de l'UE en matière de sécurité et de défense.</p> <p>Quelques mois plus tard, le 26 février 2021, le Conseil européen appelle à l'adoption de la boussole stratégique au plus tard en mars 2022.</p> <p>Le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) travaille étroitement avec les services de renseignement civils et militaires nationaux depuis novembre 2020. La rédaction de la Boussole stratégique a commencé en juin 2021. Un premier brouillon a fuité en novembre 2021. La France a été pleinement impliquée dans la rédaction de la boussole stratégique.</p>	<p>Adoption : La France souhaite honorer la demande du Conseil européen de février 2021 qui demandait une adoption de la Boussole stratégique au plus tard en mars 2022.</p> <p>La France prévoit d'organiser une réunion ministérielle informelle réunissant les ministres de la défense à Brest au mois de janvier.</p>

Priorité	Extraits du programme PFUE / discours du Président	Le contexte législatif	Les objectifs de la France durant la PFUE
Facilité européenne pour la paix	<p>Programme de la PFUE</p> <p>[La France] accompagnera la mise en œuvre de la Facilité européenne de paix et sa montée en puissance et la révision du Pacte en matière de politique de sécurité et de défense commune (PSDC) civile à horizon 2023.</p>	<p>Le 22 mars 2021, l'UE a adopté la facilité européenne pour la paix, « <u>un fonds extrabudgétaire d'une valeur approximative de 5 milliards d'euros pour la période 2021-2027</u> »²⁰. Il est financé par des contributions des États membres de l'UE.</p> <p>La facilité européenne pour la paix finance les coûts communs des missions et des opérations militaires dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Les aspects militaires des opérations de soutien de la paix menées par l'Union africaine ou d'autres pays tiers peuvent également en bénéficier.</p>	<p>Mise en œuvre : la France accompagnera la mise en œuvre de la facilité européenne pour la paix adoptée en mars 2021.</p>
OTAN	<p>Programme de la PFUE</p> <p>[...] une défense européenne plus forte et plus opérationnelle, complémentaire avec l'OTAN, contribuera positivement à la sécurité mondiale et transatlantique.</p> <p>Dans la perspective du Sommet de Madrid de l'Alliance, la présidence appuiera le renforcement de la coopération UE-OTAN, dans les domaines d'intérêt réciproques et selon les principes agréés.</p>	<p>L'OTAN est un partenaire essentiel pour l'UE. La déclaration OTAN-UE sur la politique européenne de sécurité et de défense (PESD) remonte à 2002. En 2003, l'UE et l'OTAN ont mis en place les arrangements « Berlin plus » pour permettre à l'Alliance de soutenir des opérations civiles de l'UE.</p> <p>L'OTAN et l'UE ont actuellement vingt-et-un membres en commun.</p> <p>Depuis 2016, l'UE et l'OTAN travaillent ensemble à la mise en œuvre de <u>74 actions et propositions communes</u>²¹.</p>	<p>Discussion : la France appuiera le renforcement de la coopération UE-OTAN.</p>

4. Affaires intérieures

Priorité	Extraits du programme PFUE / discours du Président	Le contexte législatif	Les objectifs de la France durant la PFUE
Libre circulation des personnes au sein de l'UE	<p>Discours du Président</p> <p>[N]ous initierons, sous cette présidence, une réforme de l'espace Schengen autour de deux priorités.</p> <p>[...] La première, ce sera la mise en place d'un pilotage politique de Schengen [...] à travers des réunions régulières des ministres en charge de ces questions. [...]. C'est la condition préalable à la libre circulation au sein de Schengen.</p> <p>Programme PFUE</p> <p>L'amélioration de la gouvernance de notre espace commun constitue également un volet important de la réforme de l'espace Schengen.</p>	<p>Les crises migratoires, terroristes et sanitaires ont progressivement fragilisé l'espace Schengen. On enregistre notamment une forte augmentation des contrôles internes. Une nouvelle stratégie pour renforcer et rendre plus résilient l'espace de libre circulation Schengen a été dévoilée par la Commission européenne le 2 juin 2021.</p> <p>Le 9 décembre 2021, la Commission a présenté une réforme du « Code Schengen » qui sera discutée par le Parlement européen et le Conseil de l'UE. Cette réforme vise à renforcer la coordination au niveau de l'UE et proposer aux États membres des outils améliorés.</p>	<p>Initiation / discussion : la France veut utiliser la PFUE pour continuer les réflexions et orienter la réforme de l'espace Schengen. Elle propose notamment d'initier un nouveau dialogue politique pour orienter cette réforme. Ce comité de pilotage ressemblerait à l'Euro-groupe, le système de gouvernance informel de la zone euro selon lequel, tous les mois, les ministres des Finances des États membres de la zone euro se rassemblent pour discuter des questions qui concernent la zone euro.</p>

20 Communiqué de presse du Conseil de l'Union européenne, 22 mars 2021, <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2021/03/22/eu-sets-up-the-european-peace-facility/>.

21 Fifth progress report on the implementation of the common set of proposals endorsed by EU and NATO Councils, 16 June 2020, <https://www.consilium.europa.eu/media/44451/200616-progress-report-nr5-ue-nato-eng.pdf>.

Priorité	Extraits du programme PFUE / discours du Président	Le contexte législatif	Les objectifs de la France durant la PFUE
Protection des frontières	<p>Programme PFUE</p> <p>La présidence française s'attachera à ce que la réforme de notre espace de libre circulation introduise des mécanismes efficaces de protection des frontières extérieures de l'Union.</p> <p>Discours du Président</p> <p>[N]ous souhaitons porter la création d'un mécanisme de soutien d'urgence aux frontières en cas de crise, [...] un mécanisme de soutien intergouvernemental.</p>	<p>Les pressions migratoires ont mis en lumière les problèmes liés à la protection des frontières externes de l'UE.</p>	<p>Initiation : la France veut lancer un débat sur la création d'un mécanisme de soutien intergouvernemental pour aider un ou des États membres faisant face à des situations d'urgence aux frontières.</p>
Gestion de l'asile et de la migration	<p>Discours du Président</p> <p>[...] Faire enfin avancer ce que l'on appelle le « paquet migratoire européen ».</p> <p>Discours du Président</p> <p>[...] la présidence s'efforcera de développer la dimension externe des politiques migratoires, conformément aux conclusions des Conseils européens de juin, d'octobre et de décembre 2021.</p>	<p>Le 23 septembre 2020, la Commission européenne a soumis une proposition pour un nouveau pacte sur la migration et l'asile. Elle a également proposé un règlement relatif à la gestion de l'asile et de la migration qui vise à remplacer le règlement actuel dit « Dublin III ».</p> <p>Le Pacte migratoire comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un règlement relatif à la gestion de l'asile et de la migration ; • un règlement établissant un filtrage des ressortissants de pays tiers aux frontières extérieures ; • un règlement visant à faire face aux situations de crise et aux cas de force majeure dans le domaine de la migration et de l'asile ; • une proposition d'amendement du règlement instituant une procédure commune en matière de protection internationale dans l'Union. 	<p>Discussion / trilogue : le Parlement européen devrait bientôt présenter son rapport sur la proposition de la Commission européenne pour un nouveau pacte sur la migration et l'asile. Le Conseil de l'UE ne s'est toujours pas mis d'accord sur un texte. La France veut accélérer les négociations au sein du Conseil de l'UE, et entre le Conseil et le Parlement européen.</p>
Coopération policière et lutte contre le terrorisme	<p>Programme de la PFUE</p> <p>La présidence française œuvrera en faveur du renforcement de la coopération policière au sein de l'Union européenne dans l'objectif de garantir un niveau élevé de sécurité aux citoyens européens, notamment par la poursuite de la mise en œuvre de l'interopérabilité des systèmes d'information européens.</p> <p>[...] La présidence portera une attention particulière à la proposition de règlement sur les échanges d'informations en matière de terrorisme, qui répond à un besoin opérationnel identifié, ainsi que sur la mise en place d'une plateforme commune destinée aux équipes communes d'enquête.</p>	<p>Europol (<i>European Police Office</i>) est l'agence européenne de police criminelle. Créée en 1998, son objectif est de soutenir les 27 États membres de l'Union européenne dans leur lutte contre la grande criminalité internationale et le terrorisme. Elle facilite l'échange de renseignements entre polices nationales en matière de stupéfiants, de terrorisme, de criminalité internationale et de pédophilie au sein de l'Union européenne.</p> <p>La révision du règlement d'Europol est en cours de négociation entre le Parlement européen et le Conseil de l'UE.</p> <p>Les négociations du volet « coopération policière » de la réforme Schengen, la révision du règlement « Prüm », la directive sur les échanges d'information et la recommandation pour un code de coopération policière devraient contribuer à l'amélioration de l'échange d'informations entre forces policières européennes en matière d'enquête.</p>	<p>Adoption : la France souhaite faire adopter la révision du règlement d'Europol.</p>
Protection civile	<p>Programme de la PFUE</p> <p>La présidence portera l'ambition d'une réponse européenne forte en matière de protection civile, dans le prolongement de la révision récente du mécanisme de protection civile de l'Union. Elle s'attachera en particulier à faire émerger une vision commune des risques et besoins capacitaires à l'horizon 2030 ainsi qu'à favoriser le développement des pôles d'excellence de l'Union [...].</p>	<p>Depuis sa création en 2001, le mécanisme de protection civile de l'UE coordonne la réaction aux catastrophes naturelles ou d'origine humaine au niveau de l'UE.</p> <p>Le 10 mai 2021, la Commission a adopté de nouvelles règles pour faciliter la réaction en cas de catastrophe.</p>	<p>Discussion : la France souhaite faire avancer les débats pour que les 27 déterminent une vision commune des risques et des besoins capacitaires à l'horizon 2030.</p>

Priorité	Extraits du programme PFUE / discours du Président	Le contexte législatif	Les objectifs de la France durant la PFUE
Système judiciaire	<p>Programme de la PFUE</p> <p>La présidence souhaite faire avancer les travaux sur la numérisation des procédures judiciaires, qui est un facteur clé de l'efficacité des systèmes judiciaires.</p>	<p>Les propositions de règlement et de directive relatifs à l'accès à la preuve électronique sont en négociation depuis 2018.</p>	<p>Trilogue : la France envisage l'aboutissement des négociations en trilogue sous sa présidence.</p>
Politique régionale	<p>Programme de la PFUE</p> <p>La présidence s'attachera à dresser le bilan des progrès réalisés en matière de [...] politique de cohésion. [L]a présidence organisera des échanges [sur] l'ensemble des fonds pour la période 2021-2027.</p> <p>[L]a présidence souhaite promouvoir une vision européenne de long terme pour les zones rurales.</p>	<p>La politique de cohésion économique, sociale et territoriale est la politique régionale de l'UE. Elle soutient des centaines de milliers de projets en Europe « à l'aide du Fonds européen de développement régional (FEDER), du Fonds social européen (FSE) et du Fonds de cohésion »²². Elle vise à réduire l'écart entre les différentes régions de l'UE. Les montants des fonds sont déterminés lors des négociations du cadre financier pluriannuel (le budget européen) tous les sept ans.</p>	<p>Discussion : la France veut contribuer à la réflexion sur l'avenir de la politique régionale de l'UE.</p>

5. Affaires économiques et financières

Priorité	Extraits du programme PFUE / discours du Président	Le contexte législatif	Les objectifs de la France durant la PFUE
NextGeneration EU (plans de relance)	<p>Programme de la PFUE</p> <p>La présidence veillera au plein déploiement du plan de relance dans les États membres, en s'assurant du décaissement rapide des fonds et en organisant le suivi et l'adoption des plans nationaux de relance et de résilience.</p> <p>[L]a présidence conduira les travaux sur la création de nouvelles ressources propres, orientée vers la transition climatique, sur la base des propositions présentées par la Commission en décembre 2021.</p>	<p>En mai 2020, la France et l'Allemagne proposent un plan de relance européen de 500 milliards d'euros pour redresser l'économie européenne après la crise sanitaire de la Covid-19. Celui-ci forme la base de la proposition de la Commission européenne pour le « NextGenerationEU », un plan de relance de l'économie européenne pour un montant de 723,8 milliards d'euros, financé par une dette commune aux 27 États membres, laquelle sera remboursée d'ici 2058 par de nouvelles ressources propres européennes. Le Conseil de l'UE a adopté le cadre financier pluriannuel (CPF) de l'UE pour la période 2021-2027 intégrant le plan de relance européen Next Generation EU en décembre 2021. Le Parlement a donné son accord en février 2021.</p> <p>Afin d'accéder aux fonds, les États membres ont dû soumettre un plan de relance et de résilience nationale. Les dépenses doivent principalement contribuer au verdissement et à la digitalisation de l'économie. Seuls les Pays-Bas doivent encore soumettre leur plan de relance à la Commission européenne.</p> <p>Le plan de relance français, doté d'une enveloppe de 39,4 milliards d'euros, est approuvé le 23 juin 2021. La Commission verse à la France sa première enveloppe de 5,1 milliards d'euros du plan de relance européen en août 2021. D'autres décaissements sont prévus.</p>	<p>Mise en œuvre : le NextGenerationEU a déjà été adopté. La PFUE veillera à sa mise en œuvre.</p>

²² Commission européenne, 10 questions sur la politique de cohésion – La politique régionale de l'UE, https://ec.europa.eu/regional_policy/fr/faq/.



Priorité	Extraits du programme PFUE / discours du Président	Le contexte législatif	Les objectifs de la France durant la PFUE
<p>Critères de Maastricht et pacte de stabilité et de croissance et budget européen</p>	<p>Programme de la PFUE [La PFUE] poursuivra les échanges sur la revue du cadre de gouvernance économique européenne [...] avec pour objectif de ne pas fragiliser la croissance et de permettre les investissements dans les transitions verte et numérique nécessaires pour construire le modèle économique européen pour 2030. La présidence débutera également les discussions s’agissant de la révision ciblée du règlement financier de l’Union, afin de le mettre en pleine cohérence avec le cadre financier pluriannuel 2021-2027. Plus généralement, la présidence française promouvra les travaux sur la budgétisation verte.</p> <p>Discours du Président Ce [nouveau] modèle [européen] de croissance et d’investissement supposera aussi des règles budgétaires et financières adaptées permettant de donner la priorité aux investissements nécessaires pour accompagner les transitions, en particulier climatique et numérique. Nous devons revenir à des règles budgétaires [...]. Nous ne réussirons pas ces transitions, nous ne les mènerons pas à l’échelle de notre continent si nous en revenons à un cadre budgétaire qui a été créé au début des années 1990. [...] Lors de ce Sommet des 10 et 11 mars, nous aurons ainsi une session de réflexion stratégique [...].</p>	<p>L’euro a célébré ses 20 ans le 1^{er} janvier 2019. À ce jour, 19 États membres de l’Union européenne utilisent cette devise commune : l’Allemagne, l’Autriche, la Belgique, Chypre, l’Espagne, l’Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, l’Irlande, l’Italie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, le Portugal, la Slovaquie, la Slovénie, la Lettonie et la Lituanie. Ensemble, ils constituent la zone euro. Le traité de Maastricht de 1992 établit les critères selon lesquels un État membre peut rejoindre la zone euro. Par exemple, la dette publique ne doit pas dépasser 60 % du PIB et le déficit des administrations publiques ne doit pas excéder 3 % du PIB. Le Pacte de stabilité et de croissance (PSC), qui a été adopté en 1997, est l’instrument qui permet aux pays de la zone euro de coordonner leurs politiques fiscales. Il comprend notamment une procédure des déficits excessifs qui peut être enclenchée dès qu’un État dépasse le critère de déficit public fixé à 3 % du PIB, sauf circonstances exceptionnelles. La France, ainsi que d’autres États membres, souhaitent ouvrir le débat pour réviser ces critères. Le 23 décembre 2021, le Président français et le premier ministre italien ont signé une tribune sur la stratégie macroéconomique et budgétaire de l’Union européenne²³.</p>	<p>Initiation : la France souhaite initier une réflexion sur la révision des règles budgétaires et financières au sein de l’Union européenne. Une session y sera notamment consacrée lors d’un sommet prévu les 10 et 11 mars 2021. La France souhaite lancer des discussions sur la révision ciblée du règlement financier de l’UE et des nouveaux travaux sur la budgétisation verte, mais ne donne pas d’éléments supplémentaires à ce stade.</p>

23 « Mario Draghi and Emmanuel Macron: The EU’s fiscal rules must be reformed », *Financial Times*, 23 décembre 2021, <https://www.ft.com/content/ecbdd1ad-fcb0-4908-a29a-5a3e14185966>.

Priorité	Extraits du programme PFUE / discours du Président	Le contexte législatif	Les objectifs de la France durant la PFUE
<p>Europe bancaire et Europe des marchés des capitaux</p>	<p>Programme de la PFUE</p> <p>[La PFUE] poursuivra les négociations au Conseil sur les réglementations prudentielles bancaires et en matière d'assurance (Solvabilité II et Bâle III) avec l'objectif de garantir la résilience et la compétitivité des établissements financiers. [...]</p> <p>La présidence s'engagera activement afin de faire progresser l'Union des marchés de capitaux, en se concentrant en particulier sur les négociations relatives à la mise en place d'un point d'accès unique pour les informations financières et non-financières, au cadre relatif aux fonds d'investissements à long-terme et à la révision de la directive sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs. La présidence agira en faveur de l'approfondissement de l'Union bancaire, sur la base des progrès attendus dans le cadre de l'Eurogroupe.</p> <p>Discours du Président</p> <p>[N]ous avons aussi à parachever une Europe bancaire et une Europe des marchés de capitaux [...]. Ceci suppose d'aller plus loin dans l'intégration d'une Europe, d'un vrai marché de capitaux, d'une Europe financière enfin intégrée.</p>	<p>En réponse à la crise financière mondiale, le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire a proposé des nouvelles normes prudentielles internationales applicables aux banques, appelées « cadre de Bâle ». Les dernières révisions, appelées « Bâle III », datent de 2017. Le cadre réglementaire unifié de l'UE garantit une application uniforme de la réglementation internationale de Bâle III dans l'Union. En octobre 2021, la Commission a soumis une proposition pour sa mise en œuvre.</p> <p>« Solvabilité II » est une réforme réglementaire européenne du monde de l'assurance qui s'inscrit dans la lignée de Bâle II. Le 22 octobre 2021, la Commission européenne propose une révision complète de Solvabilité II « <u>afin de permettre aux entreprises d'assurance d'accroître leurs investissements à long terme [...] après la pandémie de Covid-19</u> »²⁴.</p> <p>L'Union bancaire²⁵ est une initiative de l'Union européenne lancée en 2012. Elle vise à créer un marché bancaire européen plus transparent, plus unifié et plus sûr en proposant un ensemble de règles harmonisées que les institutions de toute l'Union européenne doivent respecter. Elle vise à une intégration plus étroite du système bancaire en zone euro, ainsi que parmi les États non-membres de la zone euro ayant choisi d'y participer.</p> <p>L'Union des marchés de capitaux est une initiative de l'Union européenne lancée en 2014 visant à créer un marché unique des capitaux assurant la circulation des ressources financières – les investissements et l'épargne – dans toute l'Union européenne. Cependant, pour certaines de ces propositions législatives, les ambitions initiales ont été revues à la baisse afin de parvenir à un accord entre le Conseil et Parlement européen. La Commission européenne a adopté en septembre 2020 un nouveau plan d'action pour parachever l'Union des marchés de capitaux.</p>	<p>Discussion : la France souhaite accélérer les discussions sur les chantiers non aboutis à ce jour dans le cadre de l'Union bancaire, par exemple via l'établissement d'un système commun de garantie des dépôts. Elle souhaite également faire progresser les discussions sur le nouveau plan d'action pour l'Union des marchés de capitaux. Enfin, elle poursuivra les discussions européennes en cours sur les révisions des normes prudentielles bancaires pour garantir la résilience et la compétitivité des établissements financiers.</p>
<p>Finance numérique</p>	<p>Programme de la PFUE</p> <p>La présidence fera ainsi progresser autant que possible les travaux relatifs à la régulation de la finance numérique (règlement relatif aux marchés de crypto-actifs – MiCA – et règlement sur la résilience opérationnelle du secteur financier – DORA –) et à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. [...] Elle consacrera une conférence ministérielle à la souveraineté face à la criminalité financière le 21 janvier 2022.</p>	<p>En septembre 2020, la Commission européenne a présenté un paquet législatif appelé le « <i>Digital Finance package</i> » contenant notamment une proposition réglementaire pour encadrer les crypto-actifs (MiCA) au niveau européen ainsi que des dispositifs pour renforcer la résilience numérique (DORA).</p> <p>La Conseil de l'UE a adopté une position commune sur MiCA et le DORA en novembre 2021. Le Parlement européen s'est mis d'accord sur un texte le 1^{er} décembre 2021.</p>	<p>Trilogue : la France souhaite faire progresser les discussions entre la Commission européenne, le Parlement européen et le Conseil de l'UE sur les règlements relatifs aux crypto-actifs et à la résilience numérique.</p> <p>Conférence : la France organisera une conférence ministérielle sur la souveraineté face à la criminalité financière le 21 janvier 2022.</p>

24 Communiqué de presse de la Commission européenne, 22 septembre 2021, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_21_4783.

25 Pour plus d'informations, voir le rapport « Réinvestir le secteur bancaire européen », Institut Montaigne, novembre 2021, <https://www.institutmontaigne.org/publications/reinvestir-le-secteur-bancaire-europeen>

Priorité	Extraits du programme PFUE / discours du Président	Le contexte législatif	Les objectifs de la France durant la PFUE
<p>Nouveau modèle de croissance européen</p>	<p>Programme de la PFUE</p> <p>La présidence française s'attachera à faire émerger une stratégie coordonnée d'investissements et de réformes structurelles, en particulier sur les investissements dans les secteurs d'avenir.</p> <p>[L]a présidence conduira les travaux sur la création de nouvelles ressources propres, orientée vers la transition climatique, sur la base des propositions présentées par la Commission en décembre 2021.</p> <p>La présidence s'attachera à développer la finance durable au service de la transition climatique et à faire de l'Europe un chef de file en matière de finance durable [...].</p> <p>Discours du Président</p> <p>[N]ous organiserons les 10 et 11 mars en France un Sommet [pour] définir le nouveau modèle de croissance européen. [C]e Sommet de mars permettra d'en parachever le travail et la cohérence, la construction de filières industrielles fortes et intégrées : l'hydrogène, les batteries, l'espace, les semi-conducteurs, le cloud, [...].</p>	<p>En décembre 2021, la Commission a soumis une proposition pour générer des ressources propres pour le budget de l'UE en présentant trois nouvelles sources de recettes générées : du système d'échange de quotas d'émission, le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'UE et la taxe GAFAM. Cette proposition doit maintenant être discutée au sein du Conseil de l'UE et au sein du Parlement européen.</p> <p>La France souhaite organiser les 10 et 11 mars prochains un grand sommet pour définir un nouveau modèle de croissance et d'investissement pour l'Europe et la zone euro.</p>	<p>Discussion : la France souhaite utiliser la PFUE pour discuter la proposition de la Commission européenne pour générer des ressources propres.</p> <p>Sommet : la France organisera un sommet les 10 et 11 mars 2022 sur la création d'un nouveau modèle de croissance européen.</p>

6. Politique industrielle et protection des consommateurs

Priorité	Extraits du programme PFUE / discours du Président	Le contexte législatif	Les objectifs de la France durant la PFUE
Politique industrielle (semi-conducteurs)	<p>Programme de la PFUE</p> <p>[La] présidence débutera les travaux sur la proposition de législation relative aux puces électroniques dès sa publication par la Commission. [...] La présidence poursuivra également la négociation du règlement sur les machines, [sur] les produits de construction et [...] pour l'accès aux données des véhicules. La présidence accélérera les négociations sur le règlement « batteries » [...].</p> <p>Discours du Président</p> <p>[N]ous organiserons les 10 et 11 mars en France un Sommet [pour] définir le nouveau modèle de croissance européen. [C]e Sommet de mars permettra d'en parachever le travail et la cohérence, la construction de filères industrielles fortes et intégrées : l'hydrogène, les batteries, l'espace, les semi-conducteurs, le cloud, [...].</p>	<p>Le 10 mars 2020, la Commission européenne a publié une nouvelle stratégie industrielle pour soutenir les PME. Celle-ci vise à compléter les directives européennes existantes dans le domaine de la politique industrielle.</p> <p>La crise sanitaire de la Covid-19 a mis en évidence la dépendance de l'Union européenne vis-à-vis de l'Asie pour les puces et les semi-conducteurs. En mars 2020, la Commission européenne a publié une nouvelle stratégie industrielle pour l'UE pour créer une économie européenne plus verte, numérique et résiliente. En mai 2021, elle a publié une <u>mise à jour</u>²⁶ notamment pour faciliter la relance de l'économie post-Covid, renforcer la résilience de l'économie européenne et réduire les dépendances asymétriques.</p> <p>En septembre 2021, la Présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé la volonté de mettre en place le <i>European Chips Act</i>. Cette stratégie européenne comprendrait trois volets :</p> <ul style="list-style-type: none"> • renforcer la capacité de recherche dans les semi-conducteurs ; • multiplier la production de semi-conducteurs d'ici à 2030 ; • et consolider la coopération internationale pour diversifier les sources d'approvisionnement. <p>Cette proposition s'appuierait sur <u>l'alliance pour les processeurs et les technologies de semi-conducteurs</u>²⁷ initiée par la Commission européenne en juillet 2021.</p> <p>En novembre 2021, Thierry Breton, le Commissaire européen responsable du marché intérieur, a ajouté que le <i>European Chips Act</i> contiendrait des mesures pour stimuler l'investissement dans ce secteur et proposerait d'assouplir les règles de concurrence relatives aux aides d'État pour les semi-conducteurs en période de crise.</p>	<p>Discussion : la Commission européenne va publier sa proposition de texte sur les puces et les semi-conducteurs au début de la PFUE. Plusieurs États membres, dont la France, ont partagé, en décembre 2021, leurs recommandations avec la Commission européenne sous forme de « <i>non paper</i> ». La France souhaite continuer les discussions lors de la PFUE.</p> <p>Sommet : la France organisera un sommet les 10 et 11 mars pour définir le nouveau modèle de croissance européen qui comprendra un volet dédié à la politique industrielle de l'UE.</p>
Politique spatiale	<p>Programme de la PFUE</p> <p>La présidence sera l'occasion de faire progresser la politique spatiale de l'Union européenne [...].</p> <p>La présidence lancera une réflexion sur l'avenir de Copernicus [...]. La réunion informelle des ministres de l'espace et le colloque Copernicus, organisés à Toulouse le 16 février, seront l'occasion d'aborder ces enjeux.</p> <p>[...] doter l'Union d'une stratégie spatiale en matière de sécurité et de défense ainsi qu'à la déclinaison de la feuille de route sur les technologies critiques et la réduction des dépendances stratégiques.</p>	<p>L'UE a adopté un nouveau programme spatial pour la période 2021-2027. Ce programme a plusieurs objectifs dont « renforcer l'autonomie stratégique européenne » et « renforcer la sécurité et la viabilité des missions spatiales ».</p> <p>Avec l'Agence spatiale européenne, l'UE a lancé plusieurs programmes destinés à développer son influence au-delà de l'atmosphère. Par exemple, Copernicus est un système civil d'observation de la Terre qui analyse des données sur l'état de la planète dans plusieurs domaines dont les effets du changement climatique.</p>	<p>Discussion : la France veut continuer les discussions sur la politique spatiale de l'Union européenne.</p> <p>Sommet : le 16 février 2022, la France organisera une réunion informelle des ministres de l'espace de l'UE à Toulouse.</p>

26 Commission européenne, European industrial strategy, https://ec.europa.eu/growth/industry/strategy_fr.

27 Communiqué de presse de la Commission européenne, 19 juillet 2021, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_21_3733.

Priorité	Extraits du programme PFUE / discours du Président	Le contexte législatif	Les objectifs de la France durant la PFUE
<p>Protection des consommateurs</p>	<p>Programme de la PFUE</p> <p>Afin que le marché intérieur continue à protéger les consommateurs, la présidence fera avancer les discussions sur la modernisation de la directive sur la sécurité générale des produits [...], sur la révision de la directive concernant les contrats de crédit aux consommateurs [et] sur la révision de la directive sur la commercialisation à distance des services financiers auprès des consommateurs.</p> <p>Une conférence ministérielle sur la protection des consommateurs sera co-organisée avec la Commission à Strasbourg les 10 et 11 février.</p>	<p>L'Union européenne a de nombreuses directives et réglementations en place pour protéger les consommateurs dans différents domaines tels que le commerce en ligne, la fourniture d'énergie et les services financiers.</p>	<p>Discussion : la France veut faire avancer les discussions relatives à la protection des consommateurs.</p> <p>Réunion : la France organisera conjointement avec la Commission européenne une conférence sur la protection des consommateurs à Strasbourg en février 2022.</p>
<p>Innovation et Recherche</p>	<p>Programme de la PFUE</p> <p>[L]a présidence poursuivra [...] [l]a dimension internationale des politiques européennes en matière d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation [...].</p> <p>Une conférence sur l'Europe de l'innovation sera organisée le 11 mai.</p> <p>[L]a présidence poursuivra le déploiement du programme Horizon Europe. Une conférence ministérielle sur l'engagement citoyen dans les missions d'Horizon Europe sera organisée fin mars à Paris.</p> <p>[L]a présidence cherchera à promouvoir des collaborations équilibrées avec les pays tiers. [...] La présidence soutiendra et prolongera les actions initiées au profit du maintien et du développement des compétences dans le domaine du nucléaire, en particulier dans le cadre du programme de recherche Euratom [...].</p>	<p>Le programme Horizon Europe est le principal instrument de financement de l'UE pour la recherche et l'innovation. Il est doté d'un budget de 95,5 milliards d'euros pour la période 2021-2027.</p> <p>L'UE dispose également d'autres instruments et programmes pour financer la recherche et l'innovation notamment dans le nucléaire, la lutte contre le changement climatique et le numérique.</p>	<p>Discussion : la France soutient les travaux européens sur la recherche et l'innovation européenne.</p> <p>Réunion : la France prévoit d'organiser une conférence ministérielle sur l'engagement citoyen dans les missions d'Horizon Europe au mois de mars à Paris.</p>

7. Agriculture et pêche

Priorité	Extraits du programme PFUE / discours du Président	Le contexte législatif	Les objectifs de la France durant la PFUE
Agriculture	<p>Programme de la PFUE</p> <p>[La PFUE] veillera à ce que les ministres soient bien associés à la mise en œuvre [de la nouvelle Politique Agricole Commune], et en particulier au processus d'approbation des plans stratégiques nationaux (PSN) par la Commission européenne, et puissent en débattre.</p> <p>[Elle œuvrera pour] la construction d'un dispositif européen permettant de faire reconnaître et généraliser des labels de type bas-carbone.</p> <p>[La] présidence souhaite promouvoir les initiatives permettant d'accélérer la transition agroécologique et ainsi réduire l'usage des pesticides, partie intégrante de la stratégie « De la ferme à table » [...].</p> <p>Au-delà de ces initiatives, la présidence s'attachera à faire progresser les travaux sur la propositions de règlement relatif aux statistiques sur les intrants et les produits agricoles [et] sur la révision de la législation européenne relative aux indications géographiques [...].</p> <p>La présidence entend également promouvoir l'influence de l'Union européenne dans les instances multilatérales sur les questions d'agriculture au sens large et d'alimentation.</p>	<p>Lancée en 1962, la politique agricole commune (PAC) de l'UE est une politique commune à tous les États membres. Elle a pour but de soutenir les agriculteurs en Europe « <u>et améliorer la productivité agricole, en garantissant un approvisionnement stable en denrées alimentaires à un prix abordable</u> »²⁸. La PAC représente environ 40 % du budget européen. Des réformes à la PAC ont été adoptées pendant la présidence portugaise du Conseil de l'UE en 2020.</p> <p>L'UE a également introduit une série de directives sur la certification des produits, les indications géographiques, les modalités de production et le bien-être et la protection des terres et des animaux. Le dispositif « De la ferme à table » décline les objectifs du pacte vert pour l'Europe dans les domaines de l'agriculture et de l'alimentation.</p> <p>L'UE est également active dans les instances multilatérales sur les questions agricoles, notamment dans l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture à Rome.</p>	<p>Initiation / Discussion : la France veut contribuer à la mise en œuvre de la politique agricole commune. Elle souhaite continuer les débats européens sur les modalités de production agricole, les labels bas-carbones et l'usage des pesticides. Elle souhaite également renforcer l'influence de l'UE à l'international sur les questions agricoles.</p>
Pêche et protection des eaux	<p>Programme de la PFUE</p> <p>La présidence concentrera ses efforts sur la révision du règlement relatif au contrôle des pêches. [...]</p> <p>Dans le domaine de la coopération multilatérale et bilatérale avec les pays côtiers tiers et des accords de partenariat pour une pêche durable, les accords avec l'île Maurice, Madagascar et le Libéria seront placés au premier plan. [...].</p> <p>Elle veillera [...] au respect par le Royaume-Uni de ses engagements, en particulier [...] sur la pêche.</p> <p>[La] présidence mettra l'accent sur l'importance de la gouvernance des océans (négociation BBNJ), la connaissance des océans, l'économie bleue, le renforcement des aires marines protégées, la lutte contre la pollution marine (notamment plastique) et le développement de la finance bleue en organisant le <i>One Ocean Summit</i> à Brest.</p>	<p>En 1983, l'Union européenne mettait en place la politique européenne de la pêche (PCP). D'après <i>Toute l'Europe</i>, la PCP « <u>vise à accroître la productivité de la pêche tout en préservant les ressources halieutiques en imposant notamment des quotas</u> »²⁹.</p> <p>Le montant pour les fonds européens pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP) est de 6,1 milliards d'euros pour la période 2021-2027.</p> <p>L'UE a également des accords de pêche avec les pays tiers soit pour fixer des quotas sur les stocks conjoints ou bien pour permettre l'accès de la flotte européenne aux zones de pêche. Elle est également active dans les enceintes internationales sur la protection des eaux et des océans.</p>	<p>Discussion : la France souhaite continuer les discussions européennes en matière de pêche et veillera au respect des accords de partenariat pour la pêche avec les pays tiers.</p> <p>Sommet : la France organise un « <i>One Ocean Summit</i> »³⁰ à Brest du 9 au 11 février 2022 pour parler de la protection des océans.</p>

28 Commission européenne, la Politique Agricole Commune en bref, https://ec.europa.eu/info/food-farming-fisheries/key-policies/common-agricultural-policy/cap-glance_fr#latest.

29 *Toute l'Europe*, La politique commune de la pêche, 8 novembre 2021, <https://www.touteleurope.eu/agriculture-et-peche/la-politique-commune-de-la-peche/>.

30 Ouest France, Sommet mondial de l'océan : voici le détail de l'événement qui aura lieu à Brest, 16 décembre 2021, <https://www.ouest-france.fr/bretagne/brest-29200/sommet-mondial-de-l-ocean-voici-le-detail-de-levenement-qui-aura-lieu-a-brest-bf7190ac-5e72-11ec-9fc1-50485a59de28>.

8. Numérique

Priorité	Extraits du programme PFUE / discours du Président	Le contexte législatif	Les objectifs de la France durant la PFUE
Réglementation	<p>Programme de la PFUE</p> <p>La présidence française fera de la réforme de l'espace numérique une priorité. [E]lle fera avancer aussi loin que possible les négociations avec le Parlement européen sur la loi sur les services numériques (DSA) [...]. La présidence œuvrera à l'avancée des négociations sur la loi sur les marchés numériques (DMA) [...].</p> <p>La présidence française se donnera pour objectif de faire progresser un certain nombre de dossiers stratégiques au service de la souveraineté numérique européenne en matière de protection des données, de développement de l'intelligence artificielle, de sécurité et de renforcement des réseaux et infrastructures pour une résilience accrue.</p> <p>Une conférence ministérielle organisée début février sera dédiée aux enjeux de souveraineté numérique. L'assemblée numérique européenne sera quant à elle organisée fin juin.</p> <p>Discours du Président</p> <p>Le deuxième axe sur le numérique, c'est de ne pas subir la loi des autres puissances, en définissant nous-mêmes les règles pour le monde numérique.</p> <p>[I]l y a deux textes pionniers qui seront discutés avec le Parlement européen et sur lesquels nous concentrerons la présidence française. Le premier, c'est l'acte pour le marché numérique ou DMA, qui vise à éviter que les géants du numérique deviennent des monopoles sans règles et tuent cet esprit d'innovation qui, hier, leur a permis d'émerger.</p> <p>Le deuxième, c'est l'acte pour les services numériques, dit DSA, qui établira un régime de responsabilité des grandes plateformes au titre des produits qu'elles vendent, et surtout des contenus qu'elles diffusent. [...]. Ces deux textes, DMA et DSA, seront des priorités sur ce volet numérique de cette présidence française.</p>	<p>Depuis presque deux ans, l'Union européenne travaille pour actualiser les règles régissant les services numériques sur le marché européen. Les deux propositions de la Commission européenne sont les règlements relatifs aux législations sur les services numériques (« Digital Services Act », DSA) et sur les marchés numériques (« Digital Markets Act », DMA) datant du 15 décembre 2020.</p> <p>Le DSA vise à encadrer les sociétés internationales du numérique telles que les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) notamment dans leur devoir de signaler les contenus haineux, illégaux ou relevant de la désinformation. La présidence portugaise (janvier-juin 2020) a partagé un premier texte de compromis sur le DSA en juin. Ce travail s'est poursuivi sous les présidences suivantes. Le Conseil a adopté sa position (« approche générale ») en novembre 2021. Le 14 décembre 2021, la commission du marché intérieur (IMCO) du Parlement européen a approuvé le texte qui sera examiné et voté par l'ensemble du Parlement lors de la session plénière des 17-20 janvier 2021. Se poursuivront ensuite les négociations en trilogue, c'est-à-dire entre le Parlement européen, la Commission européenne et le Conseil de l'UE.</p> <p>Le DMA vise à rééquilibrer le marché unique du numérique en proposant des règles de concurrence pour lutter contre les monopoles en matière numérique. Le Conseil a adopté a position le 25 novembre 2021 et le Parlement européen a fait de même le 15 décembre 2021. Les négociations vont à présent se poursuivre en trilogue.</p> <p>L'UE est également en train de mettre en place de nouvelles stratégies et textes de loi au service de la souveraineté numérique européenne sur la protection des données ou le développement de l'intelligence artificielle par exemple.</p>	<p>Les négociations sur les deux propositions de textes progressent à des allures différentes.</p> <p style="background-color: #ffe0b2;">Trilogue / adoption : la France souhaite conclure les règlements relatifs aux législations sur les services numériques (DSA et DMA) pendant la PFUE.</p> <p>Conférence : la France prévoit une conférence ministérielle début février consacrée aux enjeux de souveraineté numérique.</p>

Priorité	Extraits du programme PFUE / discours du Président	Le contexte législatif	Les objectifs de la France durant la PFUE
<p>Taxe GAFAM</p>	<p>Programme de la PFUE</p> <p>La PFUE [...] fera progresser les travaux sur la proposition [...] transposant au niveau européen l'accord sur le pilier II trouvé dans le cadre de l'OCDE le 8 octobre dernier, visant une mise en œuvre dès le 1^{er} janvier 2023.</p> <p>Discours du Président</p> <p>Nous avons obtenu un accord international sur la taxation des multinationales, et en particulier des géants du numérique. L'agenda sous la présidence française permettra de mettre en œuvre cet accord qui a été finalisé au G20 au niveau européen.</p> <p>D'ici au printemps, nous aurons passé dans les conseils compétents, en particulier le Conseil dit Ecofin, les textes permettant de mettre en place ces [accords].</p>	<p>Le 1^{er} juillet 2021, l'OCDE s'est accordé sur un nouveau système de taxation des multinationales qui seront soumises à un impôt sur les bénéfices « d'au moins 15 % ».</p> <p>Cette proposition repose sur deux piliers :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la réallocation d'une part de l'impôt sur les pays où les multinationales réalisent effectivement leurs activités ; • et l'instauration d'un taux d'impôt minimum de 15 % sur les bénéfices des multinationales. <p>Cette proposition a figuré au programme du G7 Finance le 7 juin 2021 et elle a été endossée lors de la troisième réunion des ministres des finances du G20 et des gouverneurs des banques centrales à Venise les 9 et 10 juillet 2021. Ce sujet est au centre des discussions lors de la visite du Président Macron à Dublin le 26 août 2021, afin de convaincre l'Irlande de se rallier derrière l'UE.</p> <p>L'accord a été approuvé par 136 pays et juridictions représentant plus de 90 % du PIB mondial, le 8 octobre 2021³¹. L'UE discute actuellement de la manière de réviser son projet de redevance numérique. En décembre 2021, la Commission européenne a présenté une directive pour transposer l'accord au niveau européen, avec une mise en œuvre prévue pour 2023. Le Conseil de l'UE et le Parlement européen vont maintenant examiner la directive.</p>	<p>Discussion : le projet d'impôt minimal à 15 % des bénéfices des multinationales, approuvé par l'OCDE en 2021, figure dans les priorités de la PFUE. La France veut accélérer les discussions pour réviser le projet européen de redevance numérique.</p>
<p>Investissement et soutien aux acteurs numériques européens</p>	<p>Discours du Président</p> <p>[Nous voulons] continuer de faire émerger des acteurs de plus en plus forts, des champions du numérique, en soutenant l'innovation et la croissance des acteurs émergents dans ce domaine.</p> <p>Nous souhaitons [...] réussir à avoir des fonds européens de financement de nos startups et de nos acteurs du numérique les plus innovants, en mobilisant nos investisseurs institutionnels. C'est ce qu'on appelle les fameux fonds Tibi que nous avons développés au niveau français, que nous souhaitons développer au niveau européen [...].</p> <p>[Nous souhaitons] créer un vrai marché intégré du numérique, simplifier nos règles, supprimer les barrières entre les 27, et donc continuer à travailler sur ce marché unique du numérique ; [...] bâtir un agenda d'attractivité des talents.</p>	<p>En 2012, la France lançait « La French Tech », un écosystème unique de startups et d'investisseurs dans le domaine du numérique. En juin 2020, le gouvernement a annoncé la création d'un fonds d'investissement (de 150 millions d'euros aujourd'hui, avec une capacité de croissance pouvant atteindre 500 millions d'euros d'ici la fin 2021) géré par Bpifrance, pour aider les entreprises spécialisées dans le numérique « risqué » (cyber, intelligence artificielle, etc.).</p> <p>En mars 2021, Cédric O, secrétaire d'État chargé de la Transition numérique et des Communications électroniques, et Mariya Gabriel, commissaire européen à l'Innovation, ont annoncé la création de l'initiative <i>Scale up Europe</i>³² dont les recommandations serviront à accélérer l'émergence de champions technologiques européens, notamment dans le domaine du numérique. La Commission a établi en juin 2020 le marché unique du numérique comme l'un des piliers du plan de relance post-Covid de l'UE.</p>	<p>Discussion : la France souhaite compléter le marché intégré du numérique, créer des nouveaux fonds européens de financement et mettre en place des nouveaux dispositifs pour attirer des talents du numérique en Europe.</p>

31 OCDE, Centre de politique et d'administration fiscales, « La communauté internationale conclut un accord fiscal sans précédent adapté à l'ère du numérique », 8 octobre 2021, <https://www.oecd.org/fr/ctp/beps/la-reforme-majeure-du-systeme-fiscal-international-finalisee-aujour-d-hui-a-l-ocde-permettra-de-garantir-l-application-d-un-taux-d-imposition-minimum-de-15-pourcent-aux-entreprises-multinationales-emn-a-compter-de-2023.htm>.

32 Business France, « Lancement de l'initiative européenne Scale-up Europe », le 10 mars 2021, <https://investinfrance.fr/fr/lancement-de-linitiative-europeenne-scale-up-europe/>.

Priorité	Extraits du programme PFUE / discours du Président	Le contexte législatif	Les objectifs de la France durant la PFUE
Cybersécurité	<p>Programme de la PFUE</p> <p>Dans le domaine de la lutte contre les menaces hybrides, la présidence française s'attachera à renforcer les capacités de prévention et de réaction de l'Union, en travaillant au développement d'une boîte à outils hybride [...].</p> <p>[L]a présidence proposera en relation avec le haut-représentant d'organiser un exercice cyber pour tester la préparation et la capacité de réponse de l'Union face à des incidents cyber de grande ampleur touchant plusieurs États membres.</p> <p>La présidence continuera à promouvoir le renforcement de la sécurité des institutions, en faisant notamment progresser les travaux sur la proposition de règlement sur la cybersécurité des institutions européennes annoncée par la Commission.</p>	<p>En décembre 2020, la Commission européenne et le Service européen pour l'action extérieure ont dévoilé une nouvelle stratégie de cybersécurité de l'UE qui comprend des propositions pour le « déploiement d'instruments de réglementation, d'investissement et d'action ». Elle comprend également la création d'une unité conjointe de cybersécurité. Le Conseil a adopté la stratégie le 22 mars 2021.</p> <p>Le 23 juin 2021, la Commission européenne a <u>présenté</u>³³ sa recommandation pour la création d'une unité conjointe de cybersécurité, prévue dans la stratégie de cybersécurité ainsi que sa proposition pour l'établissement du bureau de l'Agence de l'Union européenne pour la cybersécurité (ENISA) à Bruxelles.</p> <p>La Commission travaille également sur une directive pour mieux protéger les réseaux et les systèmes d'information ainsi que sur une nouvelle directive sur la résilience des entités critiques.</p>	<p>Discussion : la France veut poursuivre les travaux européens en cours sur la cybersécurité.</p> <p>Initiation : la France souhaite proposer un exercice cyber pour tester la préparation et la capacité de réponse de l'Union face à des menaces cyber.</p>

9. Renforcement de la démocratie européenne et politique sociale

Priorité	Extraits du programme PFUE / discours du Président	Le contexte législatif	Les objectifs de la France durant la PFUE
Salaires minimums européens	<p>Programme de la PFUE</p> <p>Notre priorité sera d'établir une législation européenne sur les salaires minimums.</p> <p>Discours du Président</p> <p>Si notre Europe ne protège pas, et ne protège pas mieux les plus faibles, si elle laisse prospérer le <i>dumping</i> social [...].</p> <p>[C]ette présidence doit être l'opportunité d'aller plus loin [...]. Nous l'avons fait il y a plusieurs mois, en marge du Sommet sous présidence portugaise, à travers une série d'échanges bilatéraux. Nous allons avancer durant ce semestre à venir sur plusieurs sujets.</p> <p>[...] La directive sur les salaires minimum dans l'Union européenne, qui définit non pas un SMIC européen comme une moyenne, mais tire tous les bas salaires vers le haut grâce à un salaire minimum décent, sera au cœur de notre présidence. [...] Les bonnes discussions [ont] permis une avancée considérable et nous pourrions, je le crois, parachever cette avancée pour véritablement créer un système beaucoup plus efficace tirant vers un salaire minimum décent en Europe et dans tous les pays.</p>	<p>Aujourd'hui, seulement 21 États membres ont fixé un salaire minimum au niveau national. Le 28 octobre 2020, la Commission européenne a soumis une directive au Conseil de l'UE et au Parlement européen pour la mise en place d'un instrument juridique garantissant à chaque travailleur de l'Union un salaire minimum équitable. Celui-ci serait fixé en fonction du salaire moyen national. Les États membres de l'UE ne seraient pas obligés d'introduire un salaire minimum, ni de remplacer la façon dont ils le calculent actuellement.</p> <p>Le Parlement européen s'est prononcé en faveur de l'ouverture de négociations avec le Conseil de l'UE le 25 novembre 2021. Le Conseil de l'UE a adopté une position commune le 6 décembre 2021.</p>	<p>Adoption : la France souhaite que le texte soit adopté lors de la PFUE.</p>
Conditions de travail des travailleurs de plateformes	<p>Programme de la PFUE</p> <p>[La France] débutera également les discussions sur la proposition de directive relative à l'amélioration des conditions de travail des travailleurs de plateformes.</p>	<p>Dans sa communication du 9 décembre 2021, la Commission invitait les États membres à ouvrir le débat pour améliorer les conditions de travail des personnes travaillant via une plateforme de travail numérique.</p>	<p>Initiation : la France prévoit d'initier des discussions autour de l'amélioration des conditions de travail des travailleurs de plateformes.</p>

33 Communiqué de presse de la Commission européenne, le 23 juin 2021, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/IP_21_3088.



Priorité	Extraits du programme PFUE / discours du Président	Le contexte législatif	Les objectifs de la France durant la PFUE
<p>Conférence sur l'Avenir de l'Europe</p>	<p>Discours du Président</p> <p>[La Conférence sur l'Avenir de l'Europe] sera importante [...] parce qu'elle est le début aussi de cet élan fondateur.</p> <p>Cet élan, peut-être, ira jusqu'à une refondation de nos traités et je me félicite d'ailleurs que la nouvelle coalition en Allemagne se soit dotée d'une telle ambition.</p> <p>Site de la PFUE</p> <p>En France, le gouvernement a mis en place deux dispositifs [pour la Conférence sur l'Avenir de l'Europe]. 18 conférences regroupant des citoyens tirés au sort ont été organisées dans l'ensemble des régions, en métropole et en Outre-mer, et une large consultation en ligne a été menée auprès de 50 000 jeunes français. La contribution finale de ces débats nationaux a été remise au gouvernement fin novembre 2021.</p> <p>Programme de la PFUE</p> <p>La consolidation de la démocratie européenne constituera une priorité. La présidence française [...] apportera une contribution active à la Conférence [sur l'Avenir de l'Europe]. Une restitution des travaux sera effectuée lors d'un événement de haut niveau à Strasbourg au mois de mai. [...] La présidence s'attachera à ce que les réflexions sur l'avenir de l'Europe identifient les priorités d'action de l'Union européenne pour l'avenir [...].</p>	<p>La Conférence sur l'Avenir de l'Europe a été lancée le 9 mai 2021 au Parlement européen à Strasbourg. Cette initiative européenne encourage tous les citoyens de l'Union européenne et des pays tiers à contribuer leurs idées pour l'avenir de l'Europe. Ils ont jusqu'au mois de mars 2022 pour partager leurs idées.</p> <p>En France, les débats citoyens ont eu lieu en septembre et octobre 2021. Un rapport final lié à cet exercice national a été restitué à Clément Beaune, Secrétaire d'État chargé des Affaires européennes, le 29 novembre 2021.</p>	<p>Adoption : une synthèse des échanges provenant des quatre coins de l'Europe devrait être publiée en mai 2022. Certains État membres demandent à ce que la publication de cette synthèse soit reportée.</p>

Priorité	Extraits du programme PFUE / discours du Président	Le contexte législatif	Les objectifs de la France durant la PFUE
Défense des valeurs communes	<p>Programme de la PFUE</p> <p>La présidence contribuera avec détermination au renforcement de l'État de droit [...].</p> <p>[L]a présidence poursuivra le dialogue mené sur le fondement du rapport annuel de la Commission, avec une discussion spécifique dédiée à cinq États membres au cours du premier semestre. Elle soutiendra la Commission dans son rôle de gardienne des traités et, en mobilisant les instruments prévus par l'article 7 TUE, dans la recherche d'une solution aux préoccupations identifiées par le maintien d'un dialogue ouvert et constructif. Enfin, dans la mesure où ses conditions d'application seront réunies, la présidence veillera à une mise en œuvre rapide et adéquate du mécanisme de conditionnalité pour la protection du budget de l'Union.</p> <p>La présidence donnera suite à l'adoption par la Commission de son premier rapport thématique sur la Charte des droits fondamentaux qui portera sur les enjeux numériques. Elle appuiera les négociations en cours à Strasbourg en vue de l'adhésion de l'Union à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales [...].</p> <p>Elle accordera une attention prioritaire aux travaux sur la proposition de directive sur la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises (CSRD), qui permettra d'accroître la transparence des entreprises sur les aspects [...] relatifs aux droits fondamentaux et à l'anti-corruption.</p> <p>Discours du Président</p> <p>Il y a des forces politiques qui remettent en cause ce qui est ce socle de valeurs, de droits qui a fait notre Europe, et donc nous devons aussi réfléchir à de nouveaux outils, pas seulement de sanctions, mais également d'encouragement, d'accompagnement.</p> <p>[J]e souhaite que durant ce semestre, [...] nous puissions mettre sur pied un fonds de soutien européen au journalisme indépendant et d'investigation.</p>	<p>Lorsqu'un État membre ne respecte pas les valeurs fondatrices de l'Union européenne, la Commission européenne peut prendre des sanctions à son encontre en déclenchant l'article 7 du traité sur l'Union européenne. L'article 7 a été déclenché deux fois : envers la Pologne (décembre 2017) et la Hongrie (septembre 2018). Ces procédures n'ont pour l'instant mené à aucune sanction³⁴. Depuis 2020, la Commission tient un dialogue sur l'état de droit au sein de l'Union. Un rapport est publié annuellement.</p> <p>Article 6(2) du Traité de Lisbonne prévoit que l'Union européenne adhère à la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Les négociations sont en cours.</p> <p>La Commission européenne a présenté en décembre 2020 son plan d'action pour la démocratie européenne, conçu pour donner aux citoyens les moyens pour agir et construire des démocraties plus résilientes au sein de l'Union. Le plan d'action inclut des mesures pour promouvoir la célébration d'élections libres, renforcer l'indépendance des médias et lutter contre la désinformation.</p>	<p>Discussion : la France veut continuer les discussions sur comment défendre les valeurs communes européennes. Elle soutiendra les négociations en vue de l'adhésion de l'Union à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.</p> <p>Initiation : elle envisage d'initier des négociations pour la création du fonds de soutien au journalisme indépendant et d'investigation, ainsi que celles pour étendre la liste des infractions aux crimes et discours de haine.</p>
Égalité homme femme	<p>Discours du Président</p> <p>[...] dotant l'Union d'une législation sur la lutte contre les violences faites aux femmes.</p> <p>Nous agirons aussi pour l'égalité entre les femmes et les hommes avec la directive sur la transparence salariale qui vise à mettre fin aux écarts de salaires entre les femmes et les hommes.</p>	<p>Le 16 septembre 2021, le Parlement européen a demandé que l'Europe adopte une base légale commune pour faire de la violence fondée sur le genre un crime dans le droit européen. Dans son discours annuel sur l'état de l'Union en septembre 2021, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen a également promis de proposer un texte de loi pour lutter contre les violences faites aux femmes.</p> <p>Ces nouvelles bases légales viendraient compléter les <u>lignes directrices de l'Union européennes</u>³⁵ existantes sur les violences contre les femmes et la lutte contre toutes les formes de discrimination à leur encontre.</p>	<p>Discussion : la France souhaite accélérer les discussions pour adopter de nouvelles bases légales communes pour agir contre les violences envers les femmes.</p>

34 Pour plus d'informations, voir N. Galland-Beaune, « État de droit, valeurs fondamentales : comment fonctionne la procédure de sanctions (article 7) », 21 juillet 2021, <https://www.touteurope.eu/fonctionnement-de-l-ue/violation-des-valeurs-de-l-ue-comment-fonctionne-la-procedure-de-sanctions-article-7/>

35 EUR-Lex, Summaries of EU legislation, « Les violences contre les femmes: lignes directrices de l'Union européenne », <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=LEGISSUM%3Adh0003>.

Priorité	Extraits du programme PFUE / discours du Président	Le contexte législatif	Les objectifs de la France durant la PFUE
<p>Égalité des rémunérations et autonomisation économique des femmes</p>	<p>Programme de la PFUE</p> <p>[Elle] fera progresser les négociations [...] sur la proposition de directive visant à renforcer l'application du principe de l'égalité des rémunérations entre hommes et femmes pour un même travail ou un travail de même valeur par la transparence des rémunérations [...].</p> <p>[L]a présidence portera une attention particulière à l'autonomisation économique des femmes et à la réalisation effective de l'égalité de genre, dans le cadre d'une conférence ministérielle le 31 janvier.</p>	<p>L'Union de l'égalité est l'une des grandes priorités de la Commission d'Ursula von der Leyen qui a présenté le 5 mars 2020 sa stratégie en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes. Cette dernière souligne que dans l'UE « les femmes gagnent en moyenne 16 % de moins que les hommes ».</p> <p>Dans ce cadre, le 4 mars 2021, la Commission a proposé une directive visant à renforcer l'application du principe de l'égalité des rémunérations entre hommes et femmes pour un même travail ou un travail de même valeur par la transparence des rémunérations et les mécanismes d'exécution qui est actuellement en cours de négociation entre le Parlement européen et le Conseil de l'UE.</p>	<p>Trilogue : la France envisage de faire avancer les négociations en trilogue.</p> <p>Conférence ministérielle : l'autonomisation économique des femmes et la réalisation effective de l'égalité de genre seront à l'agenda de la conférence ministérielle du 31 janvier.</p>
<p>Quotas dans les conseils d'administration</p>	<p>Discours du Président</p> <p>Nous souhaitons [...] finaliser les textes européens pour les quotas dans le cadre des conseils d'administration. Ces textes étaient bloqués depuis plusieurs années. Je pense que nous pourrions finaliser ces textes lors du prochain semestre [...].</p>	<p>En 2006, l'UE a adopté une directive relative à l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière d'emploi et de travail. Malgré ce cadre juridique, le principe de l'égalité n'est pas toujours respecté.</p> <p>Depuis 2010, la Commission européenne propose des initiatives³⁶ visant l'équilibre de genre dans les conseils d'administration. En 2012, elle a proposé une nouvelle initiative selon laquelle les femmes occuperaient un minimum de 40 % des sièges des conseils d'administration. Cette initiative est bloquée au Conseil.</p>	<p>Adoption : la France souhaite finaliser et adopter les textes européens pour les quotas dans le cadre des conseils d'administration.</p>
<p>Personnes vulnérables</p>	<p>Programme de la PFUE</p> <p>[...] la présidence proposera [...] une réflexion sur les moyens d'action pour renforcer la participation socio-économique et l'accès aux droits des personnes en situation de handicap, [...] définir des objectifs en matière d'emploi des personnes en situation de handicap, [...] partager les enjeux liés à la recherche européenne sur l'autisme.</p> <p>[...] dans la perspective d'une éradication du sans-abrisme d'ici 2030, la présidence entend donner un nouvel élan à cette politique via la Plateforme européenne de lutte contre le sans-abrisme et la politique du « Logement d'abord ».</p> <p>Afin de renforcer les outils juridiques de lutte contre la pédo-criminalité en ligne, [la France] mènera les négociations sur la proposition à venir de la Commission sur la prévention et la lutte contre les abus sexuels sur mineurs.</p> <p>La présidence s'attachera également à promouvoir la protection des droits des victimes d'infractions pénales au sein de l'Union. Un colloque sur cette question sera organisé en mars 2022.</p> <p>[...] la présidence française entend aussi relancer les travaux sur les alertes enlèvements, afin de mieux coordonner les réactions entre États membres en cas de disparition soudaine d'un enfant.</p>		<p>Discussion : la France souhaite lancer une série de discussions sur l'aide aux personnes les plus vulnérables.</p>

36 Commission européenne, Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions, Stratégie pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2010-2015, SEC (2010) 1079, SEC (2010) 1080. <https://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2010:0491:FIN:fr:PDF>.

Priorité	Extraits du programme PFUE / discours du Président	Le contexte législatif	Les objectifs de la France durant la PFUE
Crimes et discours de haine dans la lutte contre le racisme et l'antisémitisme	<p>Discours du Président</p> <p>[...] étend la liste des infractions européennes aux crimes et discours de haine, en nous dotant d'une stratégie de lutte contre le racisme et l'antisémitisme.</p> <p>Programme de la PFUE</p> <p>[...] la présidence soutiendra la proposition de la Commission visant à étendre la liste des infractions visées à l'article 83 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux crimes et discours de haine.</p> <p>[...] la présidence préparera des conclusions du Conseil sur la lutte contre le racisme et l'antisémitisme afin de donner suite à la stratégie de la Commission européenne sur la lutte contre l'antisémitisme et de soutien à la vie juive.</p>	<p>La Commission a publié en octobre 2021 une stratégie de lutte contre l'antisémitisme et de soutien à la vie juive.</p>	<p>Discussion : la France envisage une modification de l'article 83 du traité sur le fonctionnement de l'UE.</p>
Publicité à caractère politique	<p>Programme de la PFUE</p> <p>Le renforcement de la démocratie européenne se traduira [...] par l'amélioration du cadre législatif préparant les prochaines élections européennes.</p> <p>La présidence française contribuera à faire progresser les travaux relatifs à la révision du statut et du financement des partis politiques, à l'encadrement des publicités politiques en ligne et à la modification de l'Acte électoral.</p> <p>La Haute autorité pour la transparence de la vie publique [organisera] un colloque sur les thèmes de l'éthique et de la transparence le 3 mars prochain.</p>	<p>Le 25 novembre 2021, la Commission européenne a présenté sa proposition pour des nouvelles règles législatives en matière de publicité à caractère politique, de droits électoraux et de financement des partis. Elle a également proposé de mettre à jour les règles concernant les « citoyens mobiles » de l'Union et leur droit de vote aux élections européennes et municipales.</p>	<p>Discussion : la France veut poursuivre les discussions sur les nouvelles règles en matière de publicité à caractère politique. La Haute autorité pour la transparence de la vie publique organisera d'ailleurs un colloque sur ces thèmes.</p> <p>La France veut poursuivre les échanges sur l'amélioration du cadre législatif préparant les prochaines élections européennes prévues pour 2024.</p>

10. Éducation, jeunesse, culture

Priorité	Extraits du programme PFUE / discours du Président	Le contexte législatif	Les objectifs de la France durant la PFUE
Histoire d'Europe	<p>Discours du Président</p> <p>[...] relancer, sous cette présidence française, un grand travail sur l'histoire de l'Europe. Mais un grand travail qui doit se faire dans un cadre historiographique indépendant.</p> <p>[...] je souhaite que nous puissions, au mois de juin prochain, en France, initier ce travail qui donnera lieu à une préparation ardue et scientifique, par un comité indépendant durant les prochains mois, mais de forger une histoire et une historiographie de notre Europe et d'une histoire mondiale de l'Europe.</p>	<p>La France propose que l'Union européenne crée un comité scientifique indépendant qui s'attellera à l'étude approfondie de l'histoire de l'Europe.</p> <p>Le comité aura comme objectif de définir une histoire et une historiographie de l'Europe cohérente et qui dépasse les 27 histoires nationales. Ces recherches ne se limiteront pas aux frontières actuelles de l'UE mais comprendront la dimension mondiale de l'histoire européenne. L'ambition de cette initiative est de lutter contre le révisionnisme historique en Europe.</p>	<p>Initiation : la France souhaite lancer ce projet dès juin 2022.</p>



Priorité	Extraits du programme PFUE / discours du Président	Le contexte législatif	Les objectifs de la France durant la PFUE
Université	<p>Programme de la PFUE</p> <p>Nous jetterons les bases de changements profonds [pour] la culture, avec une « Académie d'Europe » réunissant une centaine d'intellectuels des 27 pays et de toutes disciplines pour éclairer le débat européen.</p> <p>Discours du Président</p> <p>[N]ous organiserons aussi, en juin prochain, une grande réunion des universités européennes.</p> <p>Je souhaite aussi que cette présidence soit l'occasion de créer une Académie d'Europe qui réunira des intellectuels de toutes disciplines des 27 États membres pour éclairer nos débats éthiques, notre rapport aux libertés, et proposer aussi des actions et des projets culturels.</p>	<p>Suite au sommet de Göteborg en 2017, le Conseil européen a demandé en décembre 2017 de faire avancer l'initiative « universités européennes ». Ce projet vise à renforcer les partenariats entre établissements européens d'enseignement supérieur et de faire de l'Union européenne un espace de rayonnement éducatif.</p>	<p>Sommet : la France organisera un rassemblement des universités européennes en juin 2022.</p> <p>Initiation : elle souhaite initier un débat sur la création d'une Académie d'Europe.</p>
Événements culturels paneuropéens	<p>Discours du Président</p> <p>[...] nous développerons plusieurs initiatives en lien avec tous les partenaires qui souhaitent nous accompagner en la matière [...] pour développer l'accès à des opéras, des musées, des œuvres d'art, notre sensibilité commune à travers des organisations virtuelles, mais qui permettent dans telle ou telle commune, tel ou tel endroit où il n'y a pas accès à des établissements de culture, d'avoir accès à ces œuvres. [...] Nous le ferons au niveau européen avec là aussi un point de rendez-vous au mois de mai prochain.</p>	<p>Faire avancer les discussions européennes sur la culture est une priorité pour le programme du Trio, c'est-à-dire des trois prochaines présidences du Conseil de l'Union européenne, à savoir celles de la France, de la République Tchèque et de la Suède.</p>	<p>Discussion : la France souhaite faire avancer les discussions européennes sur la culture. Elle veut également élargir le projet français « Micro-Folies » aux autres pays membres de l'UE souhaitant prendre part à cette initiative. Les « Micro-Folies » sont un ensemble de projets culturels très variés car chaque projet est ancré et adapté à son territoire.</p> <p>Sommet : la France prévoit également d'organiser une conférence le 25 janvier à Angers consacrée à l'audiovisuel et au cinéma.</p>
Industries culturelles et créatives	<p>Programmes PFUE</p> <p>[La] présidence française promouvra une nouvelle stratégie européenne pour les industries culturelles et créatives, pour favoriser l'innovation dans le secteur des industries culturelles et visant à accompagner les stratégies à l'export des entreprises culturelles européennes. Elle mettra l'accent sur le développement des échanges interculturels dans l'espace européen, par la mobilité des artistes et des professionnels de la culture et par le multilinguisme dans l'environnement numérique.</p>	<p>En décembre 2020, la Commission a publié son plan d'action pour les médias et l'audiovisuel.</p> <p>Le plan vise notamment à faciliter l'accès au soutien de l'UE et stimuler les investissements dans l'industrie audiovisuelle suite à la crise sanitaire de la Covid-19.</p>	<p>Initiation : la France veut initier un débat sur une nouvelle stratégie européenne favorisant l'innovation dans les industries culturelles et leurs stratégies d'exportation.</p>

Priorité	Extraits du programme PFUE / discours du Président	Le contexte législatif	Les objectifs de la France durant la PFUE
Plurilinguisme	<p>Programme de la PFUE</p> <p>La diversité culturelle de l'Union européenne se traduit également par la promotion du plurilinguisme comme facteur de mobilité et d'échanges. Cette thématique sera l'objet d'un forum organisé du 7 au 9 février 2022. Un accent particulier sera mis sur l'innovation numérique qui doit faciliter la traduction, et port[er] la promotion du multilinguisme.</p>	L'UE compte 24 langues officielles.	Mise en œuvre : la France souhaite promouvoir la diversité des langues européennes pendant sa présidence.
Jeunesse	<p>Discours du Président</p> <p>2022 sera l'année européenne de la jeunesse. [...] réfléchissons à un service civique européen de 6 mois ouvert à tous les jeunes de moins de 25 ans pour un échange universitaire ou d'apprentissage, un stage ou une action associative. [...] c'est une proposition que nous ont fait les jeunes Européens [...].</p> <p>Programme de la PFUE</p> <p>La présidence française s'efforcera de faire aboutir la recommandation relative à la mobilité des jeunes volontaires [...] l'événement « Osons la mobilité », organisé mi-janvier, permettra une réflexion sur une mobilité plus inclusive et mieux reconnue. [...] la Conférence européenne de la jeunesse organisée du 24 au 26 janvier 2022 [...] ouvrira le 9^e cycle du Dialogue de l'Union européenne en faveur de la jeunesse.</p>	<p>Le 15 septembre 2021, lors de son discours sur l'état de l'Union, Ursula von der Leyen, la Présidente de la Commission européenne, annonçait la volonté de faire de 2022 l'année européenne de la jeunesse. L'UE souhaite notamment donner plus d'opportunités aux jeunes européens et prendre en compte leurs intérêts et besoins dans tous les processus décisionnels.</p> <p>Un budget de 8 millions d'euros a été accordé pour financer le programme Erasmus+ et le Corps européen de solidarité.</p>	<p>Discussion : la France souhaite avancer les discussions sur le programme d'échange Erasmus+.</p> <p>Initiation : la France souhaite initier un débat sur la mise en œuvre d'un service civique européen.</p> <p>Conférence : La Conférence européenne de la jeunesse sera organisée du 24 au 26 janvier 2022.</p>
Sport	<p>Programmes PFUE</p> <p>Une conférence ministérielle « Vers un pacte vert pour le sport » aura lieu le 3 mars, afin de s'engager sur la voie d'un socle commun d'objectifs environnementaux et durables à atteindre dans le domaine du sport.</p> <p>Une conférence ministérielle sur le sport dans le temps de l'enfance sera organisée les 7 et 8 février, pour permettre un échange de bonnes pratiques et d'expertise sur le rôle de l'activité physique et sportive aux différentes phases du développement des enfants et adolescents, notamment au regard de l'acquisition des enjeux de développement durable.</p> <p>Ces initiatives iront de pair avec la poursuite du débat au Conseil sur le modèle sportif européen, dans le prolongement des travaux de la présidence slovène et en s'appuyant sur les résultats de l'étude commandée par la Commission et attendue pour début 2022.</p>		Conférence ministérielle : la France organisera une première conférence ministérielle les 7 et 8 février sur le sport et l'enfance et une deuxième le 3 mars sur le sport et l'environnement.

11. Santé

Priorité	Extraits du programme PFUE / discours du Président	Le contexte législatif	Les objectifs de la France durant la PFUE
Union de la santé	<p>Programme de la PFUE</p> <p>La présidence française aura pour priorité de consolider l'Europe de la santé [...].</p>	<p>Le paquet législatif « Construire une Union européenne de la santé » a été présenté par la Commission von der Leyen dans le but de « <u>protéger la santé de tous les citoyens européens [...] équiper l'Union et ses États membres pour prévenir et gérer les urgences sanitaires qui touchent l'ensemble de l'Europe</u> »³⁷.</p>	<p>Trilogue : la France souhaite faire aboutir les négociations en trilogue relatives aux menaces transfrontières graves pour la santé.</p>
Lutte contre la Covid-19	<p>Programme de la PFUE</p> <p>La présidence française s'attachera [...] pour suivre les efforts de coordination à l'échelle européenne des réponses nationales pour lutter contre l'épidémie de la Covid-19 [...].</p> <p>S'agissant de la mobilité, elle veillera à ce que toute restriction soit fondée sur des critères objectifs et n'entrave pas de manière disproportionnée la libre-circulation interne ou les voyages vers l'Union européenne.</p> <p>La présidence s'attachera à consolider les capacités européennes de production de vaccins et veillera en parallèle à poursuivre les efforts de solidarité internationale, notamment vis-à-vis de l'Afrique [...].</p>	<p>L'Union européenne a introduit plusieurs mesures économiques, sanitaires et commerciales pour répondre à la crise sanitaire du Covid-19. Pour la première fois, l'Union européenne était responsable pour la négociation et la procuration de nouveaux vaccins. Elle s'est également dotée d'un plan d'investissement majeur de 750 milliards d'euros.</p> <p>Comme indiqué plus haut, la crise sanitaire a fortement fragilisé l'espace Schengen. On enregistre notamment une forte augmentation des contrôles internes. Une nouvelle stratégie pour renforcer et rendre plus résilient l'espace de libre circulation Schengen a été dévoilée par la Commission européenne le 2 juin 2021.</p> <p>L'UE est le plus grand exportateur de vaccins³⁸ contre la Covid-19 dans le monde. Le 4 février 2021, la Commission européenne a mis en place un groupe de travail pour renforcer les capacités de production de vaccins dans l'UE.</p>	<p>Discussion : la France promet de poursuivre les efforts européens pour lutter contre l'épidémie de la Covid-19, y compris les discussions sur la mobilité sur l'exportation et les donations de vaccins.</p>
Agence de recherche commune et dispositif de réaction en cas de crise sanitaire	<p>Programme de la PFUE</p> <p>La présidence française accordera une grande importance au renforcement de la capacité de l'Union européenne à gérer les crises [...]. Elle engagera un travail de réexamen du dispositif de réaction du Conseil en cas de crise (IPCR) en vue de son renforcement.</p> <p>Discours du Président</p> <p>Nous aurons aussi à porter beaucoup d'autres sujets majeurs sur l'Union de la santé publique [...].</p>	<p>L'UE a plusieurs dispositifs pour appuyer les États membres en cas de crise majeure. En janvier 2020, la présidence croate du Conseil de l'UE a décidé d'activer le dispositif intégré de l'UE pour une réaction au niveau politique dans les situations de crise (IPCR) pour faciliter le partage d'informations sur la crise sanitaire de la Covid-19 entre États membres.</p> <p>Dans son programme de priorités pour la période 2019-2024, la Commission européenne a également mis en avant l'idée d'une Union européenne de la santé forte. Le but est de permettre aux États membres de travailler ensemble sur la prévention des crises sanitaires.</p> <p>Dans ce cadre, la Commission européenne a soumis une proposition en septembre 2021 pour créer une nouvelle agence, l'Autorité européenne de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire (HERA).</p> <p>Le programme du Trio, énonce la santé comme priorité, notamment sur la mise en place d'une Autorité européenne de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire.</p>	<p>Discussion : la France veut poursuivre les discussions sur la résilience de l'UE en matière de santé.</p>

³⁷ Communiqué de presse de la Commission européenne, le 11 novembre 2020, https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_20_2041.

³⁸ Commission européenne, Global response to COVID-19,

https://ec.europa.eu/info/live-work-travel-eu/coronavirus-response/safe-covid-19-vaccines-europeans/global-response-coronavirus_en.

Priorité	Extraits du programme PFUE / discours du Président	Le contexte législatif	Les objectifs de la France durant la PFUE
<p>Qualité et la sécurité du sang humain et des tissus et cellules humains</p>	<p>Programme de la PFUE</p> <p>La présidence entamera les négociations sur la révision des directives sur la qualité et la sécurité du sang humain et sur la sécurité et la qualité des tissus et cellules humains, afin de permettre une adaptation plus souple aux évolutions scientifiques et technologiques et de tenir compte des enseignements tirés de la pandémie.</p>	<p>La régulation de la qualité et la sécurité du sang humain et des tissus et cellules humains sont soumis à une première directive de 2002 et à une directive relative à l'établissement de normes de qualité et de sécurité pour le don, l'obtention, le contrôle, la transformation, la conservation, le stockage et la distribution des tissus et cellules humains de mars 2004.</p> <p>En 2017, la Commission a lancé une consultation publique pour nourrir l'évaluation de ces deux directives.</p>	<p>Initiation : la France souhaite entamer les négociations pour la révision de la directive.</p>
<p>Partage de données de santé</p>	<p>Programme de la PFUE</p> <p>Le développement du numérique en santé sera un axe de travail central de la présidence française. Elle ouvrira les négociations sur la proposition de la Commission relative à l'espace européen des données de santé.</p>	<p>Le 11 novembre 2021, la Commission et la présidence allemande du Conseil de l'UE ont annoncé leur intention de créer un espace européen des données de santé.</p> <p>Cette initiative vise à faciliter l'interopérabilité entre les systèmes de santé européens pour améliorer la continuité des soins notamment dans le contexte transfrontalier. L'autre priorité de cette initiative est le respect de normes éthiques exigeantes protégeant ces données sensibles.</p>	<p>Discussion : la France souhaite avancer dans les négociations.</p>

La France au cœur de l'action européenne

La France souhaite organiser des réunions dans différentes villes françaises, afin de faire mieux connaître les institutions européennes aux citoyens. En accueillant des réunions du Conseil de l'UE et du Conseil européen sur le territoire français, la France veut rapprocher les questions européennes des Français, d'une part, et faire briller la culture et les spécificités françaises auprès des Européens qui se rendront en France, d'autre part. En effet, Paris prévoit d'organiser pas moins de 385 réunions formelles et informelles pendant les trois premiers mois de la PFUE. À titre de comparaison, la Finlande a organisé seulement 131 réunions en Finlande pendant toute sa présidence du Conseil de l'UE en 2019, ainsi que 52 réunions des 27 ambassadeurs auprès de l'UE et 74 trilogues à Bruxelles et au Luxembourg³⁹.

La ville de Strasbourg, qui reçoit habituellement les réunions plénières du Parlement européen, sera au centre des activités. Cependant, de nombreux événements sont également prévus aux quatre coins du pays, en fonction des spécificités de chaque ville hôte. En raison de l'élection présidentielle française, d'avril à juin 2022, les réunions auront lieu principalement à Bruxelles et au Luxembourg, où se réunissent habituellement les conseils ministériels de l'UE⁴⁰.

L'ambition et la forme de la PFUE pourraient néanmoins évoluer en raison de la crise sanitaire. La France se verra peut-être contrainte de tenir en distanciel certains des sommets et réunions prévus.

Conclusion

La PFUE hérite d'un agenda européen déjà chargé. Le Conseil de l'UE et le Parlement européen doivent se mettre d'accord sur plusieurs textes législatifs importants, y compris sur le climat, le numérique et le social. Outre ces projets en cours pour lesquels la France a joué un rôle moteur, Paris souhaite également profiter de sa présidence pour lancer de nouvelles initiatives européennes.

Ce ne sera pas chose aisée. **La PFUE s'inscrit dans un contexte particulier pour l'Europe et dans une conjoncture particulière pour la France car elle a lieu en même temps que l'élection présidentielle française.**

Le Président Macron présentera l'agenda des priorités le 19 janvier 2022. Cette note vise à mettre en lumière les différentes priorités et activités prévues pendant la PFUE ainsi que le contexte, le calendrier et les échéances qui leur correspondent.

³⁹ Nicolai von Ondarza, A Corona Presidency in the Coronavirus Crisis?, Berlin, SWP Comment, 25 juin 2020, C 33, 8 p. Traduit de l'anglais

⁴⁰ Une liste non exhaustive d'événements prévus pendant la PFUE est disponible à l'annexe 1 ainsi qu'une carte de France regroupant les principaux événements à l'annexe 2.

Annexe 1 : liste non exhaustive d'événements prévus pendant la PFUE

Janvier

- **6 - 7 janvier** – Réunion du Collège des Commissaires européens, à **Paris**
- **12 - 13 janvier** – Conseil des affaires étrangères en formation défense, à **Brest**
- **13 - 14 janvier** – Conseil des affaires étrangères (Gymnich⁴¹), à **Brest**
- **19 janvier** – Présentation par le Président Macron du programme de la PFUE devant le Parlement européen, à **Strasbourg**
- **20 - 21 janvier** – Conseil en formation environnement (ENVI), à **Amiens**
- **21 - 22 janvier** – Conseil en formation transports, télécommunications et énergie (TTE) à **Amiens**, sur l'énergie
- **24 - 25 janvier** – Conseil en formation compétitivité (COMPET), à **Paris**, sur l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation
- **26 - 27 janvier** – Conseil en formation éducation, jeunesse, culture et sport (EJCS), à **Paris**, sur l'éducation et la jeunesse
- **31 janvier - 1^{er} février** – Conseil en formation compétitivité (COMPET), à **Lens**, sur l'industrie et le marché intérieur

Février

- **3 - 4 février** – Conseil en formation justice et affaires intérieures (JAI), à **Tourcoing**
- **8 février** – Conseil en formation agriculture et pêche (AGRIPECHE), à **Strasbourg**
- **9 - 10 février** – Conseil en formation emploi, politique sociale, santé et consommateurs (EPSCO), à **Grenoble**
- **11 février** – Sommet « un Océan », à **Brest**
- **13 - 14 février** – Conseil des affaires étrangères (CAE) sur le commerce, à **Marseille**
- **14 - 15 février** – Conseil en formation emploi, politique sociale, santé et consommateurs (EPSCO), à **Bordeaux**
- **16 février** – Conseil en formation compétitivité (COMPET), à **Toulouse**, sur l'espace
- **17 - 18 février** – Sommet Union européenne–Union africaine, à **Bruxelles**
- **21 - 22 février** – Conseil en formation transports, télécommunications et énergie (TTE), au **Bourget**, sur le transport
- **25 - 26 février** – Conseil en formation affaires économiques et financières (ECOFIN), à **Paris**
- **28 février - 1^{er} mars** – Conseil des affaires générales (CAG) sur la cohésion, à **Rouen**

Mars

- **3 - 4 mars** – Conseil des affaires générales (CAG), à **Arles**
- **6 - 7 mars** – Conseil des affaires étrangères (CAE) en formation développement, à **Montpellier**
- **10 - 11 mars** – Sommet des 27 chefs d'État et de gouvernement sur le « nouveau modèle européen de croissance et d'investissement », lieu à confirmer
- **24 - 25 mars** – Conseil européen, à **Bruxelles**

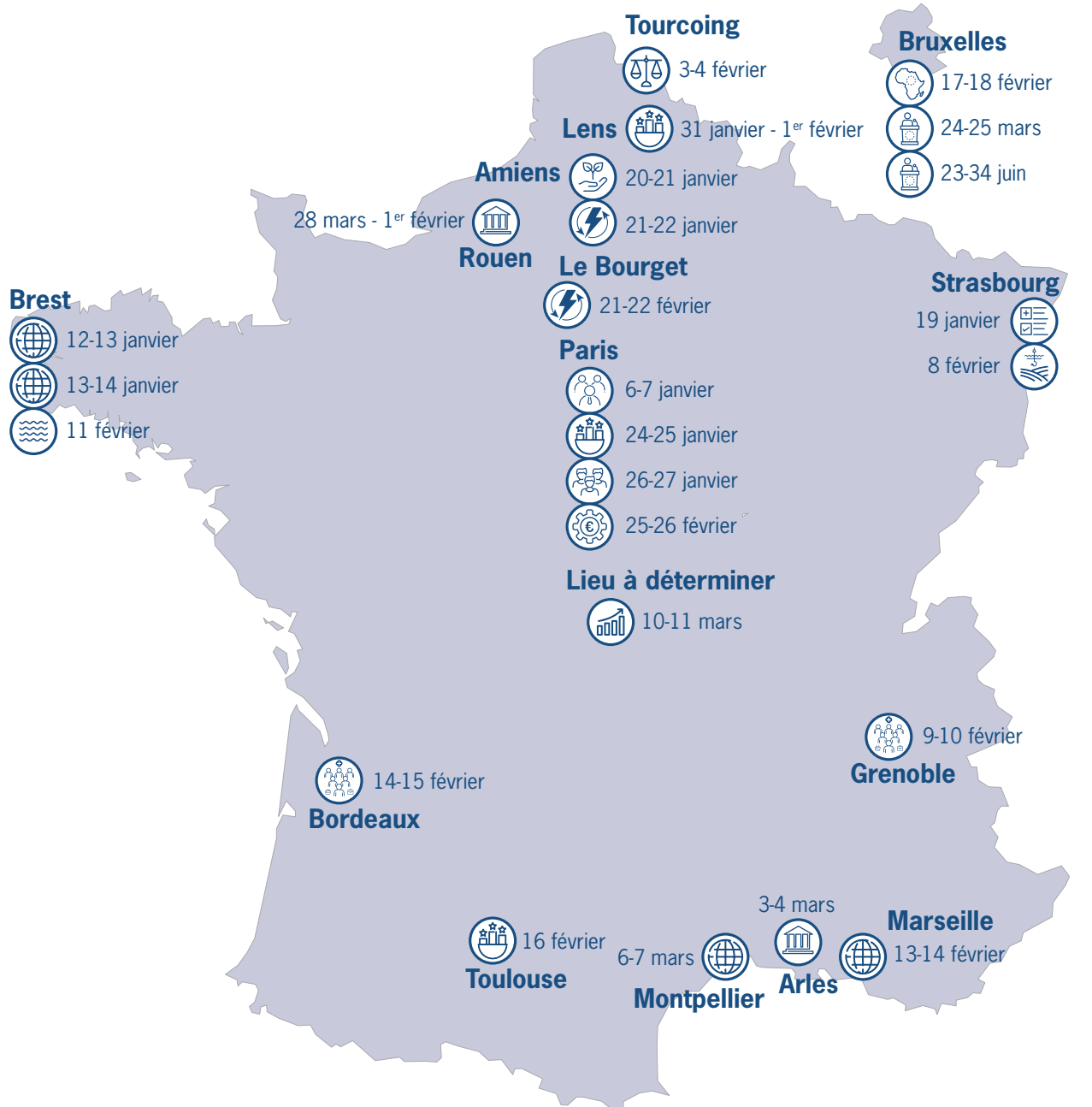
N.B. La « période de réserve » devrait commencer mi-mars.

Juin

- (date à confirmer) – Sommet Balkans Occidentaux
- **23 - 24 juin** – Conseil européen, à **Bruxelles**

⁴¹ Le château de Gymnich situé en Allemagne, près de Bonn, a donné son nom à la première réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne organisée en urgence par Walter Scheel, alors chef de la diplomatie allemande, le 20 avril 1974. Depuis, cette réunion se tient deux fois par an.

Annexe 2 : carte des événements prévus pendant la PFUE



Remerciements

Les auteures remercient tout particulièrement Mathieu Leroy, ainsi que Mahaut de Fougères, Anne-Cécile Legrain et Carla Iturrioz Rubio de l'Institut Montaigne, qui les ont assistées dans la recherche et l'écriture de cette note. Elles remercient également Victor Poirier, directeur des publications, Lara Oliveau, responsable de la communication et des relations presse, Emma Bossuat, chargée de communication, de l'Institut Montaigne pour leur soutien tout au long du travail. Elles remercient Matthieu Mercier pour son support technique et la mise en forme graphique. Enfin, elles remercient l'ensemble des personnes ayant contribué à ces réflexions.

Auteures



Georgina Wright
Senior Fellow et Directrice
du Programme Europe



Cécilia Vidotto Labastie
Chargée de mission
Programme Europe

Rejoignez-nous sur :



Suivez chaque semaine notre actualité
en vous abonnant à notre newsletter sur :
www.institutmontaigne.org